

3 JUIN 1957. — Loi relative aux polders (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^e. — DE L'ORGANISATION DES POLDERS.

Article 1^e. Les polders sont des administrations publiques instituées pour la conservation, l'assèchement et l'irrigation des terres endiguées conquises sur la mer et sur les cours d'eau soumis à la marée.

Art. 2. Le Roi détermine l'étendue des zones soumises à la législation poldérienne ainsi que la circonscription de chaque polder.

Des cartes indiquant la limite des zones soumises à la législation poldérienne sont annexées aux arrêtés de délimitation des zones.

Dès que sont arrêtés les règlements visés aux articles 4 et 5, il est dressé une carte d'ensemble des territoires compris dans les divers polders indiquant les limites des circonscriptions.

Le siège du polder est déterminé par son règlement. Il devra toutefois être situé dans la commune ou dans une des communes sur le territoire desquelles s'étend la circonscription du polder, sauf dérogation autorisée par le Roi.

Art. 3. Sont soumises au régime de la présente loi, aussitôt qu'entrent en vigueur les arrêtés délimitant la zone poldérienne qui les concerne, toutes administrations, associations ou collectivités existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sous la dénomination de « polder », « broek » ou « wateringue » ou sous toute autre dénomination et poursuivant les buts énumérés à l'article 1^e, dès que leur circonscription est comprise en totalité ou en partie dans la dite zone. Elles prennent la dénomination de polders.

Art. 4. Celles des administrations, associations et collectivités visées à l'article 3, qui se trouvent au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sous le régime de la législation poldérienne, sont tenues, dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté de délimitation de la zone poldérienne qui les concerne, de mettre leurs règlements en concordance avec la présente loi et de faire parvenir les règlements ainsi modifiés à la députation permanente du conseil provincial, qui les transmet au Roi, avec son avis, pour approbation.

Si une administration poldérienne ne lui a pas fait parvenir dans ce délai son règlement modifié, la députation permanente arrête d'office le nouveau règlement et le soumet à l'approbation royale.

Art. 5. Celles des administrations, associations et collectivités visées à l'article 3 qui ne se trouvent pas, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sous le régime de la législation poldérienne, sont tenues, dans le délai d'un an à partir du jour où la députation permanente les y invite, de se donner un règlement conforme à la présente loi.

La députation permanente joint à son invitation un projet dont le nouveau règlement s'inspire. Le nouveau règlement est voté par une assemblée composée des personnes auxquelles le projet

3 JUNI 1957. — Wet betreffende de polders (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — DE INRICHTING VAN DE POLDERS.

Artikel 1. Polders zijn openbare besturen, ingesteld met het oog op de instandhouding, drooglegging en bevloeiing van de ingedijkte gronden die op de zee en de aan het getij onderhevige waterlopen zijn veroverd.

Art. 2. De Koning bepaalt de uitgestrektheid van de aan de polderwetgeving onderworpen zones alsook het gebied van elke polder.

Bij de besluiten tot afbakening der aan de polderwetgeving onderworpen zones worden kaarten gevoegd waarop de grens dier zones is aangegeven.

Zodra de in de artikelen 4 en 5 bedoelde reglementen zijn vastgesteld, wordt een overzichtskaart van de verschillende polderzones opgemaakt, met opgave van de grenzen der gebieden.

De zetel van de polder wordt door zijn reglement vastgesteld. Hij moet evenwel gelegen zijn in de gemeente of in een van de gemeenten waarover het gebied van de polder zich uitstrekkt, behoudens afwijking toegestaan door de Koning.

Art. 3. Onder de gelding van deze wet vallen, zodra de besluiten tot afbakening van de hen betreffende polderzone in werking treden, alle besturen, verenigingen of gemeenschappen die bij de inwerkingtreding van deze wet bestaan onder de benaming polder, broek, watering of onder enige andere benaming en die de onder artikel 1 genoemde doeleinden nastreven, zodra hun gebied geheel of gedeeltelijk tot gezegde zone gaat behoren. Zij worden polders genoemd.

Art. 4. Besturen, verenigingen en gemeenschappen als bedoeld in artikel 3 die, bij de inwerkingtreding van deze wet, onder de gelding van de polderwetgeving vallen, moeten binnen een termijn van één jaar te rekenen van de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de hen betreffende polderzone, hun reglementen met deze wet in overeenstemming brengen en de aldus gewijzigde reglementen doen toekomen aan de bestendige deputatie van de provinciale raad, die ze, met haar advies, ter goedkeuring aan de Koning voorlegt.

Heeft een polderbestuur haar zijn gewijzigd reglement niet binnen die termijn doen toekomen, dan stelt de bestendige deputatie het nieuwe reglement ambtshalve vast en legt zij het aan de Koning ter goedkeuring voor.

Art. 5. Besturen, verenigingen en gemeenschappen als bedoeld in artikel 3 die, bij de inwerkingtreding van deze wet, niet onder de gelding van de polderwetgeving vallen, moeten zich binnen een termijn van één jaar te rekenen van de dag waarop de bestendige deputatie hen daarom verzoekt, een reglement opmaken overeenkomstig deze wet.

Bij haar verzoek voegt de bestendige deputatie een ontwerp dat het nieuwe reglement tot voorbeeld zal dienen. Over het nieuwe reglement wordt gestemd door een vergadering, samengesteld

(1) Session 1953-1954.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 198, du 18 février 1954.

Session 1954-1955.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Amendements, n° 146, du 28 février 1955.

Session 1956-1957.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 140, du 14 février 1957. Amendements, n° 190, du 13 mars 1957.

Années parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 14 mars 1957.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 682-1, du 14 mars 1957. — Rapport, n° 682-2, du 7 mai 1957.

Années parlementaires. — Discussion. Séance du 22 mai 1957. Adoption. Séance du 23 mai 1957.

(1) Zittijd 1953-1954.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, n° 198, van 18 Februari 1954.

Zittijd 1954-1955.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, n° 146, van 28 Februari 1955.

Zittijd 1956-1957.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, n° 140, van 14 Februari 1957. — Amendementen, n° 190, van 13 Maart 1957.

Parlementaire Handelingen. — Besprekking en aanneming. Zitting van 14 Maart 1957.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp door de Senaat overgenomen, n° 682-1, van 14 Maart 1957. — Verslag, n° 682-2, van 7 Mei 1957.

Parlementaire Handelingen. — Besprekking. Zitting van 22 Mei 1957. — Aanneming. Zitting van 23 Mei 1957.

attribue provisoirement le droit de vote. La députation permanente le transmet au Roi, avec son avis, pour approbation.

Si une administration, association ou collectivité ne lui a pas fait parvenir dans le délai impartie le nouveau règlement dûment voté, la députation permanente arrête d'office le nouveau règlement et le soumet à l'approbation royale.

Art. 6. Le Roi peut supprimer des polders, en créer de nouveaux, scinder ou modifier les circonscriptions existantes, fusionner plusieurs polders ou ordonner leur association en vue de leur défense commune ou pour l'exécution de travaux dans leur commun intérêt.

L'arrêté royal qui décrète la suppression d'un polder, la scission ou la modification de circonscription d'un polder ou la fusion de plusieurs polders régit la dévolution des patrimoines.

Art. 7. Les décisions visées à l'article 6 sont précédées d'une enquête, à laquelle il est procédé par la députation permanente.

A cet effet, le projet de la décision, accompagné éventuellement de la carte figurative des modifications ou des innovations, est envoyé à tous les polders qu'il est susceptible d'intéresser, et déposé dans les maisons communales des communes qu'il concerne. Dans celles-ci, des cahiers sont ouverts pendant un mois, pour recueillir les observations des propriétaires.

Dès leur fermeture, les cahiers sont adressés à la députation permanente, qui les transmet, dans le mois, avec ses observations, au Ministre des Travaux publics.

Art. 8. Si la décision comporte la formation d'un ou plusieurs nouveaux polders, par création, fusion ou scission, chacune des nouvelles administrations publiques est tenue de se donner un règlement dans le délai indiqué ci-après.

La députation permanente dresse un projet dont le règlement s'inspire. Le règlement est voté par une assemblée composée des personnes auxquelles le projet attribue provisoirement le droit de vote dans les conditions prévues à l'article 14 et convoquée par le gouverneur de la province dans le délai fixé par le Ministre compétent. La députation permanente transmet le règlement au Roi, avec son avis, pour approbation.

Si l'assemblée ne lui a pas fait parvenir dans les trois mois de la première réunion le règlement dûment voté, la députation permanente arrête le règlement d'office, sous réserve de l'approbation royale.

Art. 9. Si la décision comporte une association de polders, la députation permanente invite ceux-ci à établir le règlement de leur association dans le délai indiqué par le Ministre. La députation permanente transmet le règlement au Roi, avec son avis, pour approbation.

Si les polders ne lui ont pas fait parvenir dans le délai susvisé le règlement de leur association, la députation permanente arrête celui-ci d'office, sous réserve de l'approbation royale.

Art. 10. Les polders peuvent aussi, de leur propre initiative, s'associer en vue de leur défense commune ou pour l'exécution de travaux dans leur intérêt commun. Ils établissent, en ce cas, le règlement de leur association sous réserve de l'approbation du Roi, la députation permanente entendue.

Art. 11. L'association de polders jouit de la personnalisation civile. Le règlement de l'association détermine sa dénomination, son siège, son objet, le mode de nomination et de révocation des administrateurs ainsi que leurs pouvoirs, le mode de liquidation.

Les polders associés conservent dans le groupement leur personnalité juridique.

TITRE II. — DE L'ADMINISTRATION DES POLDERS.

CHAPITRE I^e. — Des assemblées générales.

Art. 12. L'assemblée générale du polder se compose de ceux des adhérités qui ont droit de vote.

Sont adhérités au sens de la présente loi, tous titulaires de droits réels emportant jouissance sur les fonds sis dans la circonscription du polder.

Art. 13. Il est dressé par la direction du polder un registre matricule de tous les fonds compris dans le polder.

Ce registre matricule est tenu à jour et revisé dans les six premiers mois de chaque année par la direction.

L'époque à laquelle il est procédé à cette opération est portée à la connaissance des adhérités par la direction. Pendant ce temps, les adhérités peuvent consulter le registre et formuler leurs observations.

Dans la huitaine de la révision, il en est transmis procès-verbal au gouverneur de la province.

uit de personnes aan wie het ontwerp voorlopig stemrecht verleent. De bestendige deputatie zendt het, met haar advies, ter goedkeuring aan de Koning.

Heeft een bestuur, vereniging of gemeenschap haar het behoorlijk aangenomen nieuwe reglement niet binnen de gestelde termijn doen toekomen, dan stelt de bestendige deputatie het nieuwe reglement ambtshalve vast en legt zij het aan de Koning ter goedkeuring voor.

Art. 6. De Koning kan polders opheffen, er nieuwe oprichten, de bestaande gebieden splitsen of wijzigen, verscheidene polders samensmelten of bevelen dat zij een vereniging vormen met het oog op hun gemeenschappelijke verdediging of voor de uitvoering van werken waarbij zij gemeenschappelijk belang hebben.

Het koninklijk besluit waarbij een polder wordt opgeheven, gesplitst of gewijzigd of waarbij verscheidene polders worden samengesmolten regelt de overgang van de vermogens.

Art. 7. Aan de beslissingen bedoeld in artikel 6 gaat een onderzoek vooraf, ingesteld door de bestendige deputatie.

Te dien einde wordt het ontwerp van beslissing, eventueel samen met de kaart van de wijzigingen of innovaties, gezonden naar alle polders die er belang bij kunnen hebben, en ten gemeentehuize neergelegd in alle gemeenten die het aangaat. In die gemeentehuizen worden een maand lang registers geopend voor de opmerkingen van de eigenaars.

Zodra zij gesloten zijn, worden de registers gezonden naar de bestendige deputatie, die ze binnen een maand met haar opmerkingen aan de Minister van Openbare Werken doorzendt.

Art. 8. Gaat het in de beslissing om de vorming van één of meer nieuwe polders, door oprichting, samensmelting of splitting, dan moet ieder van de nieuwe openbare besturen zich binnen de hiernastgedane termijn een reglement opmaken.

De bestendige deputatie stelt een ontwerp op, dat het reglement tot voorbeeld zal dienen. Over het reglement wordt gestemd door een vergadering, samengesteld uit de personen aan wie het ontwerp onder de voorwaarden gesteld door artikel 14 voorlopig stemrecht verleent, en door de provinciegouverneur bijeengeroepen binnen de termijn die de bevoegde Minister bepaalt. De bestendige deputatie zendt het reglement, met haar advies, ter goedkeuring aan de Koning.

Heeft de vergadering haar het behoorlijk aangenomen reglement niet binnen drie maanden na de eerste bijeenkomst doen toekomen, dan stelt de bestendige deputatie het reglement ambtshalve vast, onder voorbehoud van 's Konings goedkeuring.

Art. 9. Gaat het in de beslissing om het vormen van een vereniging van polders, dan verzoekt de bestendige deputatie deze polders het reglement van hun vereniging op te stellen binnen de termijn die de Minister bepaalt. De bestendige deputatie zendt het reglement, met haar advies, ter goedkeuring aan de Koning.

Hebben de polders haar niet binnen de genoemde termijn het reglement van hun vereniging doen toekomen, dan stelt de bestendige deputatie dit reglement ambtshalve vast, onder voorbehoud van 's Konings goedkeuring.

Art. 10. De polders kunnen zich ook uit eigen beweging vereigenen met het oog op hun gemeenschappelijke verdediging of voor de uitvoering van werken waarbij zij gemeenschappelijk belang hebben. In dat geval stellen zij het reglement van hun vereniging vast, onder voorbehoud van 's Konings goedkeuring, de bestendige deputatie gehoord.

Art. 11. De vereniging van polders bezit rechtspersoonlijkheid. Het reglement van de vereniging bepaalt haar benaming, haar zetel, haar doel, de wijze van benoeming en afzetting van de beheerders en hun bevoegdheden, de wijze van vereffening.

Verenigde polders behouden in de groepering hun rechtspersoonlijkheid.

TITEL II. — HET BEHEER VAN DE POLDERS.

HOOFDSTUK I. — De algemene vergadering.

Art. 12. De algemene vergadering van de polder bestaat uit de stemgerechtigde ingelanden.

Zijn ingelanden in de zin van deze wet, zij die een titel hebben van zakelijke rechten waaraan genot van de in het poldergebied gelegen erven verbonden is.

Art. 13. Door het polderbestuur wordt een legger opgemaakt van al de in de polder gelegen erven.

Die legger wordt bijgehouden en jaarlijks, binnen de eerste zes maanden, door het bestuur herziën.

Het tijdstip waarop die verrichting plaats heeft, wordt door het bestuur ter kennis gebracht van de ingelanden. Gedurende die tijd kunnen de ingelanden de legger inzien en opmerkingen maken.

Binnen de acht dagen na die herziening wordt hiervan verslag gedaan aan de gouverneur der provincie.

Si la direction du polder ne se conforme pas aux obligations ci-dessus, la députation permanente commet le conservateur du cadastre pour dresser et arrêter le registre matricule aux frais du polder.

La députation permanente est en droit en tout temps de faire rectifier les erreurs constatées dans le registre matricule.

Art. 14. Le règlement de chaque polder doit assurer, dans une juste mesure, la représentation des petites propriétés. Il doit, au moins, garantir le droit de vote à chaque adhérent qui possède, dans la circonscription du polder, des terres d'une superficie de :

1/2 hectare dans une circonscription de moins de 100 hectares;
1 hectare dans une circonscription de 100 à 499 hectares;
2 hectares dans une circonscription de 500 à 999 hectares;
3 hectares dans une circonscription de 1 000 à 4 999 hectares;
4 hectares dans une circonscription de 5 000 à 9 999 hectares;
5 hectares dans une circonscription de 10 000 hectares et plus.

Les propriétaires n'ayant pas isolément droit de vote peuvent grouper leurs propriétés pour atteindre le minimum fixé par le règlement, en vue d'envoyer collectivement un délégué à l'assemblée générale.

Chaque membre de l'assemblée générale ne dispose que d'une seule voix.

Art. 15. La direction du polder dresse la liste des personnes auxquelles appartient le droit de vote.

Cette liste est révisée chaque année avant le 1^{er} octobre et tenue pendant un mois, à partir de cette date, à la disposition des intéressés, lesquels doivent, durant ce délai et sous peine de forclusion, introduire auprès de la députation permanente leurs réclamations éventuelles. Ce collège statue sans délai et, en tout cas, avant la fin de l'année.

Les personnes ne figurant pas sur la liste ainsi arrêtée n'exercent pas le droit de vote au cours de l'année suivante.

Art. 16. Si le droit de vote appartient à une personne morale, il est exercé par un mandataire spécialement désigné par elle à cet effet.

Si le droit de vote appartient à des propriétaires indivis, ou à un propriétaire en même temps qu'à des titulaires de droits d'usufruit, d'emphytéose, de superficie, d'usage ou d'habitation, ce droit de vote ne peut être exercé que par un mandataire commun désigné par les intéressés, ou à défaut d'entente, par le juge de paix. Ce magistrat statue dans le mois de la requête qui lui est adressée à cet effet par la partie la plus diligente.

Art. 17. Les personnes ayant droit de vote peuvent se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire de leur choix, adhérent ou non.

Un mandataire ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 18. Le gouverneur de la province ainsi que les bourgmestres des communes sur lesquelles s'étend la circonscription du polder, ou leurs délégués, font partie de droit, mais sans voix délibérative, de l'assemblée générale.

Tous fonctionnaires désignés par le Roi doivent être convoqués aux assemblées générales. Ils y ont voix consultative.

Art. 19. Tout membre de l'assemblée générale non domicilié dans une des communes sur lesquelles s'étend la circonscription du polder, est tenu d'y faire élection de domicile pour tout ce qui concerne les relations avec l'administration poldérienne.

A défaut de pareille élection de domicile, les notifications et convocations sont valablement adressées à l'administration communale du lieu où le polder a son siège.

Art. 20. Sans préjudice des attributions qui lui sont conférées par des dispositions spéciales, la compétence de l'assemblée générale s'étend aux objets suivants :

a) L'élaboration du règlement d'ordre et d'administration intérieures;

b) L'élaboration de règlements de police particuliers du polder dans les conditions prévues à l'article 22;

c) Les décisions relatives à la construction et à l'amélioration des ouvrages de défense, d'assèchement ou d'irrigation et des chemins; les dispositions relatives aux conventions à conclure avec l'Etat pour l'exécution des travaux à entreprendre par celui-ci dans la circonscription du polder;

d) L'établissement du budget du polder;

e) L'examen des comptes et la décharge à donner aux comptables;

f) Les décisions relatives au principe et aux conditions des locations et affermages des biens du polder ainsi que la remise éventuelle d'obligations assumées par les locataires, les fermiers, les adjudicataires d'ouvrages ou de fournitures;

Komt het bestuur van de polder deze verplichtingen niet na, dan geeft de bestendige deputatie aan de bewaarder van het kadaster opdracht de legger op kosten van de polder op te maken en vast te stellen.

De bestendige deputatie is te allen tijde gerechtigd de in de legger vastgestelde vergissingen te doen herstellen.

Art. 14. Het reglement van elke polder moet, in billijke mate, de vertegenwoordiging van de kleine eigendommen verzekeren. Het moet, ten minste, stemrecht waarborgen aan iedere ingelande die, in het gebied van de polder, grond bezit ter grootte van : 1/2 hectare in een gebied van minder dan 100 hectaren; 1 hectare in een gebied van 100 tot 499 hectaren; 2 hectaren in een gebied van 500 tot 999 hectaren; 3 hectaren in een gebied van 1 000 tot 4 999 hectaren; 4 hectaren in een gebied van 5 000 tot 9 999 hectaren; 5 hectaren in een gebied van 10 000 hectaren en meer.

Eigenaars die afzonderlijk geen stemrecht hebben, kunnen hun eigendommen groeperen tot het in het reglement vastgestelde minimum, om gezamenlijk een afgevaardigde naar de algemene vergadering te zenden.

Elk lid van de algemene vergadering beschikt slechts over één stem.

Art. 15. Het polderbestuur is gehouden de lijst van de stemgerechtigden op te maken.

Deze lijst wordt ieder jaar vóór 1 October herzien en, te rekenen van die datum, gedurende één maand ter beschikking gehouden van belanghebbenden, die gedurende die termijn en op straffe van verval, hun eventuele bezwaren bij de bestendige deputatie moeten indienen. Dit college beslist zonder verwijl en, in ieder geval, vóór het einde van het jaar.

Zij die op de aldus vastgestelde lijst niet voorkomen, hebben geen recht van stemmen in de loop van het volgende jaar.

Art. 16. Behoort het stemrecht aan een rechtspersoon, dan wijst deze een speciaal gemachtigde aan om het uit te oefenen.

Behoort het stemrecht aan eigenaars van onverdeelde goederen, of aan een eigenaar samen met houders van een recht van vruchtgebruik, erfpacht, opstal, gebruik of bewoning, dan kan dat stemrecht slechts worden uitgeoefend door een gemeenschappelijke mandataris, die door de belanghebbenden of, bij gebrek aan overeenstemming, door de vrederechter wordt aangesteld. Deze doet uitspraak binnen een maand nadat het verzoek hem daartoe door de meest gerechte partij is toegezonden.

Art. 17. Stemgerechtigden kunnen zich op de algemene vergaderingen door een gevormd gemachtigde naar hun keuze, die al dan niet ingelande is, laten vertegenwoordigen.

Een gevormd gemachtigde kan slechts drager zijn van één volmacht.

Art. 18. De gouverneur van de provincie en de burgemeesters der gemeenten waarover het gebied van de polder zich uitstrekkt, of hun gemachtigden, maken van rechtswege, maar zonder medebeslissende stem, deel uit van de algemene vergadering.

De door de Koning aangewezen ambtenaren moeten op de algemene vergadering uitgenodigd worden. Zij hebben daarin raadgebende stem.

Art. 19. Ieder lid van de algemene vergadering dat niet woont in één van de gemeenten waarover het poldergebied zich uitstrekkt, is verplicht aldaar woonplaats te kiezen voor alles wat zijn betrekkingen met het polderbestuur aangaat.

Bij gebreke aan dergelijke keuze van woonplaats, worden de betrekkingen en oproepingen geldig gezonden aan het gemeente-bestuur van de plaats waar de polder zijn zetel heeft.

Art. 20. Onvermindert de bevoegdheden haar door bijzondere bepalingen toegekend, omvat de bevoegdheid van de algemene vergadering :

a) Het opmaken van het huishoudelijk reglement;

b) Het opmaken van bijzondere politiereglementen onder de voorwaarden bepaald bij artikel 22;

c) De beslissingen betreffende het aanleggen en verbeteren van de verdedigings-, droogleggings- of bevloeiingswerken en van de wegen; de bepalingen betreffende de overeenkomsten die met de Staat worden gesloten voor de uitvoering van werken door deze laatste binnen het poldergebied;

d) Het opmaken van de begroting van de polder;

e) Het onderzoek van de rekeningen en het geven van ontlading aan de rekenplichtigen;

f) De beslissingen betreffende het principe en de voorwaarden van de verhuringen en verpachtingen van poldergoederen en het eventueel kwijtscheiden van verplichtingen aangegaan door huurders, pachters en aannemers van werken of leveranties;

g) Les aliénations et autres actes de disposition quant aux biens du polder;

h) Les emprunts à contracter par le polder;

i) Le vote du geschot ou imposition poldérienne.

Art. 21. L'assemblée générale est tenue de porter annuellement au budget les dépenses qui sont légalement ou conventionnellement à sa charge.

Si les recettes prévues au budget sont insuffisantes, elle est tenue d'y suppléer par l'établissement d'impositions ordinaires ou extraordinaires.

A défaut par l'assemblée générale de satisfaire à ces prescriptions, il y est pourvu par la députation permanente, la direction du polder entendue. La députation permanente notifie sa décision à la direction du polder et celle-ci la notifie aux adhérités. La direction du polder, les adhérités et le gouverneur de province peuvent en appeler auprès du Roi de la décision de la députation permanente.

Ils disposent, à cet effet, d'un délai de quinze jours. Ce délai prend cours, pour le gouverneur, à partir du jour de la décision, et pour la direction du polder et les adhérités, à partir de la notification.

Art. 22. Le règlement de police particulier du polder ne peut avoir pour objet que la conservation des digues, des voies d'écoulement et d'irrigation, des chemins, des ouvrages d'art et de leurs dépendances.

Le règlement peut ériger en contravention les infractions à ses dispositions ou à certaines d'entre elles. Ces contraventions sont punies d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende de 1 franc à 25 francs ou d'une de ces peines seulement. Outre la pénalité, le juge ordonne, s'il y a lieu, la réparation de la contravention dans le délai qu'il détermine et il statue qu'en cas d'inexécution, la direction du polder y pourvoira aux frais du contrevenant, qui, en vertu du jugement, pourra être contraint au remboursement de la dépense sur simple état dressé par ce collège.

Le règlement ne peut être contraire aux lois ni aux règlements généraux.

Il est obligatoire à partir du dixième jour qui suit sa publication.

Les formes de cette publication et celles de sa constatation sont déterminées par arrêté royal.

Art. 23. Les résolutions de l'assemblée générale sont prises à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le scrutin secret est de droit lorsque le quart des membres présents le demandent.

Art. 24. Après deux avertissements consécutifs, constatés par la correspondance, le gouverneur ou la députation permanente peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux, aux frais du polder en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois et règlements ainsi que les décisions de toutes autorités compétentes prises en exécution de la présente loi.

La rentrée de ces frais est poursuivie, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat, sur l'exécutoire de la députation ou du gouverneur.

Art. 25. Sans préjudice des dispositions spéciales des lois ou des règlements, sont soumis à l'approbation de la députation permanente :

a) Les conventions entre plusieurs polders ou entre polders et tierces personnes, concernant l'écoulement ou l'adduction des eaux;

b) Les aliénations, acquisitions, échanges et transactions ayant pour objet des biens ou droits immobiliers et les baux;

c) Les emprunts et les conventions d'où résultent, pour le polder, des charges permanentes;

d) Les délibérations fixant les impositions poldériennes;

e) Les budgets et les comptes.

Art. 26. Sont soumis à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi, les règlements des polders ainsi que les modifications apportées à ces règlements.

Sont soumis aux mêmes avis et approbation, les conventions d'association conclues entre plusieurs polders en vertu de l'article 10 de la présente loi, ainsi que les règlements de toute association de polders.

Les règlements, modifications apportées aux règlements et les conventions précitées sont portés à la connaissance des administrations communales intéressées.

Le Roi peut, la députation permanente entendue, inscrire d'office dans les règlements toute disposition destinée à assurer l'exécution de la présente loi.

g) Het vervreemden of andere daden van beschikking met betrekking tot de goederen van de polder;

i) Het goedkeuren van het geschot of polderbelasting.

ii) De geldleningen door de polder aan te gaan;

Art. 21. De algemene vergadering is gehouden, jaarlijks, op de begroting de uitgaven te brengen die ingevolge de wet of bij overeenkomst te haren laste kunnen.

Indien de ontvangers geraamde op de begroting ontoereikend zijn, is zij verplicht daarin te voorzien door het invoeren van gewone of buitengewone belastingen.

Blijft de algemene vergadering in gebreke aan die voorschriften te voldoen, dan wordt daarin door de bestendige deputatie voorzien, het polderbestuur gehoord. De bestendige deputatie geeft kennis van haar beslissing aan het polderbestuur en het bestuur geeft er kennis van aan de ingelanden. Het polderbestuur, de ingelanden en de gouverneur der provincie kunnen tegen de beslissing van de bestendige deputatie in beroep gaan bij de Koning.

Daartoe beschikken zij over een termijn van vijftien dagen. Deze termijn loopt voor de gouverneur vanaf de dag der beslissing en voor het polderbestuur en de ingelanden vanaf de bekendmaking.

Art. 22. Het bijzonder politiereglement van de polder mag slechts doel hebben het behoud van de dijken, waterlozingen en bevoeiingen, van de wegen, van de kunstwerken en hun aanhorigheden.

Het reglement kan de inbreuken op zijn bepalingen of op sommige daarvan als overtreding vaststellen. Die overtredingen worden gestraft met gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen en met geldboete van 1 frank tot 25 frank of slechts met een van die straffen. Behalve straf, beveelt de rechter, zo nodig, de herstelling van de overtreding binnen de door hem vastgestelde termijn en hij bepaalt dat bij niet-uitvoering het bestuur van de polder er zal in voorzien op kosten van de overtreder, die, krachtens het vonnis, tot terugbetaling van de uitgave kan gedwongen worden op een eenvoudige staat door dit college opgemaakt.

Het reglement mag niet in strijd zijn met de wetten of algemene verordeningen.

Het wordt bindend met ingang van de tiende dag na de bekendmaking.

De wijze waarop deze bekendmaking geschiedt en de vormen waarin ze wordt gesteld, worden bij koninklijk besluit bepaald.

Art. 23. De besluiten van de algemene vergadering worden met volstrekte meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Geheime stemming geschiedt van rechtswege wanneer één vierde der aanwezige leden zulks vragen.

Art. 24. Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de gouverneur of de bestendige deputatie één of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op kosten van de polder die verzuimde aan de waarschuwingen te voldoen, niet opdracht om de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te winnen of de maatregelen, voorgeschreven door de wetten en reglementen, en de ter uitvoering van deze wet wet genomen beslissingen van alle bevoegde overheden ten uitvoering te leggen.

De invordering van die kosten geschiedt, zoals in zake directie belastingen, door de rijksonvanger, op bevel van de deputatie of van de gouverneur.

Art. 25. Onverminderd de bijzondere bepalingen van de wetten of reglementen, zijn aan de goedkeuring der bestendige deputatie onderworpen :

a) Overeenkomsten tussen polders onderling of tussen polders en derde personen betreffende afwatering of watertoevoer;

b) Vervreemdingen, verkrijgingen, ruilingen en dadingen welke onroerende goederen of rechten betreffen en huurovereenkomsten;

c) Geldleningen en overeenkomsten, waaruit lasten van blijvende aard voortvloeien voor de polder;

d) Beslissingen houdende vaststelling van de polderbelastingen;

e) Begrotingen en rekeningen.

Art. 26. Zijn aan het advies van de bestendige deputatie en aan 's Konings goedkeuring onderworpen, de reglementen van de polders, alsook de in deze reglementen aangebrachte wijzigingen.

Zijn aan hetzelfde advies en dezelfde goedkeuring onderworpen, de krachtens artikel 10 van deze wet tussen verscheidene polders gesloten overeenkomsten, betreffende hun vereniging, alsook de reglementen van elke vereniging van polders.

De hierboven bedoelde reglementen, wijzigingen van reglementen, en overeenkomsten worden ter kennis gebracht van de belanghebbende gemeentebesturen.

De Koning kan de reglementen, ambtschalve, aanvullen met alle nodige bepalingen ter uitvoering van deze wet, die bestendige deputatie gehoord.

Art. 27. Les délibérations des assemblées générales non soumises à l'approbation de l'autorité supérieure peuvent être annulées par le gouverneur et, à son défaut, par le Roi, si elles sont contraires aux lois, aux arrêtés, au règlement du polder approuvé par l'autorité supérieure, aux intérêts généraux ou à ceux d'une autre administration ou d'une autre institution ou établissement publics.

La délibération ne peut plus être annulée par le gouverneur, après l'expiration du délai de trois mois, et par le Roi, après l'expiration du délai de six mois, à dater du jour où le gouverneur de la province aura reçu communication de la délibération.

Pendant ce délai de six mois, le gouverneur peut suspendre l'exécution de la délibération; cette suspension prend fin au plus tard à l'expiration de ce délai.

CHAPITRE II. — *De la direction.*

Art. 28. Chaque polder a une direction composée d'un dijkgraaf et d'un dijkgraaf adjoint, ainsi que de jurés dont le nombre est fixé par le règlement.

Le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle est situé le polder, fait de droit partie de la direction. Il peut, en cas d'empêchement, se faire remplacer par un échevin de sa commune. Si le polder s'étend sur le territoire de plusieurs communes, le gouverneur, après avoir pris l'avis de la direction, désigne parmi les bourgmestres de ces communes celui qui fera partie de la direction. Il en désigne deux si le nombre de communes est supérieur à cinq, et trois si ce nombre est supérieur à dix. Il désigne de la même manière des suppléants chargés de remplacer les bourgmestres en cas d'empêchement. Les bourgmestres ou leurs suppléants ainsi désignés assistent aux réunions de la direction avec voix consultative.

La direction est assistée d'un receveur-greffier.

Art. 29. Les membres de la direction et le receveur-greffier ne peuvent être parents ni alliés les uns des autres au premier et au deuxième degré. Ils ne peuvent être entre eux unis par le mariage.

En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'a fait naître ne peut continuer ses fonctions. Lorsque le mariage survient après la nomination, l'épouse ne peut continuer ses fonctions.

Des dérogations au présent article peuvent être accordées par le gouverneur, sur avis motivé et conforme de la députation permanente.

Art. 30. Lorsque le polder appartient à moins de quatre adhérités, le dijkgraaf, le dijkgraaf adjoint et les jurés sont nommés par le gouverneur.

Celui-ci peut nommer un ou plusieurs membres de la direction en dehors des adhérités; dans ce cas, les dits membres feront partie de droit de l'assemblée générale.

Art. 31. Hormis le cas prévu à l'article 30, l'assemblée générale nomme les membres de la direction, au scrutin secret, parmi les adhérités. Elle désigne, parmi les membres de la direction et par deux votes distincts, le dijkgraaf et dijkgraaf adjoint.

Ceux qui seraient choisis parmi les adhérités n'ayant pas le droit de vote, acquièrent ce droit en vertu de leur nomination.

Art. 32. Le dijkgraaf, le dijkgraaf adjoint et les jurés doivent être Belges et majeurs à la date de leur nomination ou de leur élection ou à la date du renouvellement de leur mandat. Sauf autorisation spéciale du gouverneur, ils doivent avoir leur résidence habituelle dans une des communes sur le territoire desquelles s'étend le polder ou dans une commune limitrophe.

Art. 33. Le mandat du dijkgraaf, du dijkgraaf adjoint et des jurés est de six ans. Il est renouvelable.

Le règlement du polder fixe un ordre de sortie de charge. Pour ce motif, les mandats conférés pour la première fois après la mise en vigueur de la présente loi ne devront pas tous avoir la durée prévue à l'alinéa 1^e.

Art. 34. Les membres de la direction prêtent serment entre les mains du gouverneur ou de son délégué.

Art. 35. Sauf autorisation spéciale du gouverneur, nul ne peut être dijkgraaf, dijkgraaf adjoint ou juré dans plus d'un polder.

Art. 36. Le dijkgraaf empêché est remplacé par le dijkgraaf adjoint, et, en cas d'empêchement de celui-ci, par le juré le plus âgé.

En cas d'empêchement de tous les jurés, le gouverneur désigne un tiers pour remplir temporairement l'office de dijkgraaf.

Art. 27. De beslissingen van de algemene vergaderingen die niet worden onderworpen aan de goedkeuring van de hogere overheid, kunnen door de gouverneur en, bij diens ontstentenis, door de Koning vernietigd worden, indien zij strijdig zijn met de wetten, met de besluiten, met het door de hogere overheid goedgekeurd reglement van de polder, met algemene belangen, of met die van een ander bestuur, openbare instelling of inrichting.

De beslissing kan door de gouverneur niet meer vernietigd worden na het verstrijken van een termijn van drie maanden, en door de Koning na het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van de dag waarop de gouverneur kennis heeft gekregen van de beslissing.

Tijdens die termijn van zes maanden kan de gouverneur de uitvoering van de beslissing schorsen; deze schorsing neemt een einde ten laatste bij het verstrijken van die termijn.

HOOFDSTUK II. — *Het bestuur.*

Art. 28. Iedere polder heeft een bestuur bestaande uit een dijkgraaf, een adjunct-dijkgraaf en gezworenen, wier aantal bepaald wordt door het reglement.

De burgemeester van de gemeente op wier grondgebied de polder zich bevindt, maakt van rechtswege deel uit van het bestuur. Hij kan zich, in geval van verhindering, door een schepen van zijn gemeente laten vervangen. Indien de polder zich over het grondgebied van verscheidene gemeenten uitstrekkt, wijst de gouverneur, na het advies van het bestuur te hebben ingewonnen, tussen de burgemeesters van die gemeenten degene aan die van het bestuur deel zal uitmaken. Hij wijst er twee aan indien het aantal gemeenten groter is dan vijf, en drie indien dit aantal groter is dan tien. Hij wijst, op dezelfde wijze, plaatsvervangers aan die de burgemeesters, in geval van verhindering, moeten vervangen. De aldus aangewezen burgemeesters of hun plaatsvervangers wonen de vergaderingen van het bestuur bij met raadgivende stem.

Het bestuur wordt bijgestaan door een ontvanger-griffier.

Art. 29. De leden van het bestuur en de ontvanger-griffier mogen onderling bloed- noch aanverwant in de eerste en in de tweede graad zijn. Zij mogen niet elkaar niet door het huwelijk verbonden zijn.

In geval van aanverwantschap, ontstaan sedert de benoeming, mag degene die ze heeft doen ontstaan, zijn ambt niet verder waarnemen. Wanneer het huwelijk na de benoeming plaats heeft, mag de echtgenote haar ambt niet verder waarnemen.

Afwijkingen van het bepaalde bij dit artikel kunnen door de gouverneur verleend worden op beredeneerd en eensluidend advies van de bestendige deputatie.

Art. 30. Indien de polder aan minder dan vier ingelanden toebehoort, worden de dijkgraaf, de adjunct-dijkgraaf en de gezworenen benoemd door de gouverneur.

Deze kan een of meer bestuursleden buiten de ingelanden benoemen; in dat geval maken zij van rechtswege deel uit van de algemene vergadering.

Art. 31. Buiten het geval bedoeld in artikel 30, benoemt de algemene vergadering de leden van het bestuur, bij geheime stemming, onder de ingelanden. Zij wijst onder de leden van het bestuur, bij twee afzonderlijke stemmingen, de dijkgraaf en de adjunct-dijkgraaf aan.

Zij die mochten verkozen worden onder de ingelanden die geen stemrecht hebben, verkrijgen dit recht krachtens hun benoeming.

Art. 32. De dijkgraaf, adjunct-dijkgraaf en gezworenen moeten op de datum van hun benoeming of verkiezing of van de vernieuwing van hun mandaat, Belg en meerderjarig zijn. Behoudens bijzondere toestemming van de gouverneur, moeten zij hun gewone verblijfplaats hebben in een der gemeenten waarover het poldergebied zich uitstrekkt of in een aangrenzende gemeente.

Art. 33. Het mandaat van dijkgraaf, van adjunct-dijkgraaf en van gezworene duurt zes jaar. Het kan worden vernieuwd.

Het polderreglement stelt een orde van aftreden vast. Om die reden, behoeven niet alle mandaten die voor het eerst na de inwerkingtreding van deze wet zijn toegekend, de in het eerste lid bepaalde duur te hebben.

Art. 34. De bestuursleden leggen de eed af in handen van de gouverneur of van zijn gemachtigde.

Art. 35. Behoudens bijzondere toestemming van de gouverneur, mag niemand in meer dan één polder dijkgraaf, adjunct-dijkgraaf of gezworene zijn.

Art. 36. Een dijkgraaf die verhinderd is, wordt vervangen door de adjunct-dijkgraaf, en indien deze ook verhinderd is, door de oudste gezworene in jaren.

Zijn al de gezworenen verhinderd, dan wijst de gouverneur een derde persoon aan om het ambt van dijkgraaf tijdelijk waar te nemen.

Art. 37. Les plaintes contre le dijkgraaf sont portées devant l'assemblée générale. Pour l'examen de ces plaintes à l'assemblée générale, le dijkgraaf est remplacé ainsi qu'il est prévu à l'article 36, alinéas 1 et 2.

L'assemblée générale entend le dijkgraaf. Si elle estime que la plainte est non fondée, elle décide qu'il n'y a pas lieu à sanction. Si elle estime qu'une sanction doit être prise, elle transmet le dossier, accompagné de sa délibération, à la députation permanente.

La députation permanente, après avoir entendu le dijkgraaf, peut décider qu'aucune sanction ne doit être prise ou proposer au gouverneur la suspension ou la destitution.

Le gouverneur statue sur cette proposition.

Art. 38. L'assemblée générale peut suspendre le dijkgraaf adjoint et les jurés sur le rapport que lui fait le dijkgraaf et après avoir entendu l'intéressé.

Si elle estime que la suspension doit avoir une durée de plus d'un mois ou que le dijkgraaf adjoint ou le juré en cause doit être destitué, sa délibération est transmise à la députation permanente. Le gouvernement statue sur la proposition de la députation permanente, après avoir entendu l'intéressé.

Art. 39. La députation permanente peut aussi, d'office, après avoir entendu les intéressés et après avoir pris l'avis de l'assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet à son initiative, proposer au gouverneur la suspension ou la destitution du dijkgraaf et prononcer à charge du dijkgraaf adjoint et des jurés la suspension ou la destitution.

L'assemblée générale ne donne son avis qu'après avoir entendu les intéressés.

Art. 40. Sans préjudice des attributions qui lui sont conférées par des dispositions spéciales, la direction est chargée :

- a) De la préparation des travaux de l'assemblée générale;
- b) De l'exécution des décisions de celle-ci;
- c) De la gestion et de la surveillance journalière des intérêts du polder, et en particulier de l'entretien et de la conservation de ses ouvrages de défense, d'assèchement ou d'irrigation et des chemins;
- d) De l'administration du domaine poldérien;
- e) De l'élaboration des plans et cahiers des charges des travaux et fournitures;
- f) De la vérification des livres et de la caisse tenue par le receveur-greffier;
- g) De la tenue de la liste des adhérités redéposables des impôts poldériens, ainsi que du rôle de ces impôts;
- h) De la détermination des traitements et salaires des gardes-digues, des éclusiers et des membres du personnel du polder, hormis le receveur-greffier.

Art. 41. Le dijkgraaf convoque l'assemblée générale au lieu fixé par le règlement; il préside cette assemblée.

Il est tenu de convoquer l'assemblée générale sur la demande écrite d'un tiers au moins des membres.

Art. 42. Il sollicite l'approbation de l'autorité supérieure pour les actes et délibérations qui y sont soumis.

Art. 43. Il ordonne le paiement des travaux et fournitures après réception et sur le vu des pièces justificatives de la dépense, qui doivent être conservées pour être produites à l'appui des comptes.

Art. 44. Il entretient les approvisionnements du polder en matériaux, outils et équipage d'usage courant.

Art. 45. Il exécute les décisions de la direction.

Il représente le polder en justice en se conformant aux instructions de la direction et après y avoir été autorisé par l'assemblée générale et par le gouverneur pour les actions judiciaires en demandant autres que les actions possessoires et les actions en référé.

Il signe tous les actes et documents du polder, sans avoir à justifier à l'égard des tiers de ses pouvoirs. Les actes et documents se rattachant à la gestion financière du polder doivent, toutefois, être contresignés par le receveur-greffier.

Les obligations d'emprunt sont signées par le dijkgraaf et contresignées par un juré.

Art. 46. Il dirige et surveille le personnel employé par le polder.

Art. 47. Il constate, dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues par la présente loi, par les arrêtés royaux pris en exécution de celle-ci ou par le règlement de police du polder.

Art. 37. Klachten tegen de dijkgraaf worden aan de algemene vergadering voorgelegd. Voor het onderzoek van die klachten op de algemene vergadering wordt de dijkgraaf vervangen zoals bepaald in artikel 36, lid 1 en lid 2.

De algemene vergadering hoort de dijkgraaf. Acht zij de klacht ongegrond, dan beslist zij dat er geen aanleiding is tot straf. Meent zij dat een straf nodig is, dan zendt zij het dossier, samen met haar besluit, aan de bestendige deputatie.

De bestendige deputatie, na de dijkgraaf gehoord te hebben, kan beslissen dat er geen aanleiding is tot straf ofwel aan de gouverneur de schorsing of afzetting voorstellen.

De gouverneur doet uitspraak over dit voorstel.

Art. 38. De algemene vergadering kan de adjunct-dijkgraaf en de gezworenen schorsen op verslag van de dijkgraaf en na de betrokkenen te hebben gehoord.

Meent zij dat de schorsing meer dan één maand moet duren of dat de betrokkenen adjunct-dijkgraaf of gezworene moet worden afgezet, dan wordt haar besluit aan de bestendige deputatie gezonden. De gouverneur doet uitspraak over het voorstel van de bestendige deputatie na de betrokkenen gehoord te hebben.

Art. 39. De bestendige deputatie kan eveneens, ambtshalve, na de betrokkenen gehoord te hebben, en na het advies van de op haar initiatief speciaal daarvoor bijeengeroepen algemene vergadering ingewonnen te hebben, aan de gouverneur de schorsing of afzetting voorstellen van de dijkgraaf en ten laste van de adjunct-dijkgraaf en de gezworenen de schorsing of afzetting uitspreken. De algemene vergadering geeft haar advies eerst na de belanghebbenden gehoord te hebben.

Art. 40. Onverminderd de bevoegdheden door bijzondere bepalingen verleend, is het bestuur belast :

a) Met het voorbereiden van de werkzaamheden van de algemene vergadering;

b) Met het uitvoeren van haar beslissingen;

c) Met het dagelijks bestuur en met het toezicht op de belangen van de polder, en in het bijzonder met het onderhoud en het in stand houden van de verdedigings-, droogleggings- of bevloeiingswerken en van de wegen;

d) Met het beheer van het polderdomein;

e) Met het opmaken van de plannen en bestekken van de werken en leveringen;

f) Met het nazien van de boeken en de kas gehouden door de ontvanger-griffier;

g) Met het bijhouden van de lijst van de ingelanden die polderbelasting schuldig zijn en van het kolier dier belastingen;

h) Met het vaststellen van de wedden en lonen van de dijk- en sluiswachters en van de overige ledelen van het personeel van de polder, behalve van de ontvanger-griffier.

Art. 41. De dijkgraaf roept de algemene vergadering samen op de plaats daartoe door het reglement bepaald; hij zit deze vergadering voor.

Hij is gehouden de algemene vergadering bijeen te roepen op schriftelijk verzoek van ten minste een derde der ledelen.

Art. 42. Hij vraagt de goedkeuring van de hogere overheid voor de daden en beslissingen aan die goedkeuring onderworpen.

Art. 43. Hij gelast de betaling van de werken en leveranties, na oplevering en op zicht van de bewijsstukken betreffende de uitgave, die moeten bewaard worden om tot staving van de rekeningen te worden overgelegd.

Art. 44. Hij draagt zorg dat de polder geregeld voorzien is van materialen, gereedschappen en benodigheden van dagelijks gebruik.

Art. 45. Hij voert de beslissingen van het bestuur uit.

Hij treedt in rechte op voor de polder overeenkomstig de aanwijzingen van het bestuur en na daartoe gemachtigd te zijn door de algemene vergadering en door de gouverneur voor andere rechtsgedingen als eiser dan de bezitsvorderingen en de vorderingen in kortgeding.

Hij tekent al de akten en bescheiden van de polder, zonder zijn ambtsbevoegdheid te moeten rechtvaardigen tegenover derden. De akten en bescheiden betreffende het geldelijk beheer van de polder moeten evenwel medeondertekend worden door de ontvanger-griffier.

De obligatiën van geldleningen worden getekend door de dijkgraaf en medeondertekend door een gezworene.

Art. 46. Hij heeft de leiding en houdt toezicht over het personeel van de polder.

Art. 47. In processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen, stelt hij de overtredingen vast omschreven bij deze wet, bij de ter uitvoering daarvan genomen koninklijke besluiten of bij het polijierenreglement van de polder.

Art. 48. En cas d'urgence, il prend les décisions qui relèvent de la compétence de la direction, à charge de lui en faire rapport dans le plus bref délai.

Art. 49. Dans les grandes marées tempêtes et toutes les fois que le polder est en danger d'être inondé, les membres de la direction se rendent aux endroits menacés et y prennent toutes les mesures que la situation comporte, en se conformant toutefois aux instructions des fonctionnaires compétents de l'Administration des Ponts et Chaussées.

CHAPITRE III. — *De receveur-greffier.*

Art. 50. Le receveur-greffier est nommé par l'assemblée générale.

Art. 51. Il doit être Belge et majeur. Ses fonctions prennent fin à l'âge de 65 ans, sous réserve d'assurer le service jusqu'à la date de prestation de serment de son successeur.

L'assemblée générale fixe son traitement, qui doit être approuvé par la députation permanente.

Toutefois, les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs lui sont applicables.

Art. 52. Il prête serment en séance de la direction, entre les mains du dijkgraaf.

Art. 53. Il fournit un cautionnement, dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Ce cautionnement ne peut dépasser un montant correspondant au traitement d'une année; il ne lui est remboursé qu'après la cessation de ses fonctions et l'approbation par l'assemblée générale de son compte de clerc à maître.

Art. 54. Il tient bureau dans la commune siège du polder, ou dans une commune limitrophe.

Art. 55. Le receveur-greffier rédige les procès-verbaux des assemblées générales et des séances de la direction et les signe avec le dijkgraaf.

Art. 56. Il est responsable pour la garde des livres, des pièces de comptabilité et d'administration, ainsi que des archives du polder.

Art. 57. Il présente ces documents à toute réquisition du dijkgraaf, de la direction, de la députation permanente ou du gouverneur de la province.

Pendant les quinze jours qui précèdent chaque assemblée générale, chacun des membres peut prendre connaissance des documents relatifs aux questions qui figurent à l'ordre du jour. Lorsque l'ordre du jour comporte l'établissement du budget ou l'examen des comptes, une copie de ces documents est communiquée à chaque membre quinze jours au moins avant l'assemblée générale.

Les archives du polder peuvent être consultées par toute personne autorisée à cet effet par le dijkgraaf.

Art. 58. Si la direction estime qu'une sanction doit être prise à charge du receveur-greffier, elle porte l'affaire devant l'assemblée générale. Celle-ci entend l'intéressé. Elle peut le suspendre pour un mois. Si elle estime qu'une sanction plus sévère doit être prise, elle peut proposer à la députation permanente la suspension pour plus d'un mois ou la destitution.

Le gouverneur statue sur la proposition de la députation permanente.

Art. 59. Si le receveur-greffier est suspendu ou se trouve empêché de remplir ses fonctions, la direction pourvoit à son remplacement temporaire.

CHAPITRE IV. — *Des gardes-digues et des éclusiers.*

Art. 60. Les gardes-digues et les éclusiers sont nommés, suspendus ou destitués par la direction.

Ils peuvent aussi être suspendus ou destitués par la députation permanente, la direction du polder entendue.

Aucune sanction disciplinaire n'est prise sans que l'intéressé ait été entendu au préalable.

Toutefois, les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs sont applicables aux gardes-digues et éclusiers.

Art. 61. Il faut, pour être garde-digue ou éclusier, être Belge et avoir plus de 21 ans et moins de 65.

Art. 62. Les gardes-digues et les éclusiers prêtent serment devant le juge de paix du canton dans lequel le polder a son siège.

Art. 48. In spoedeisende gevallen neemt hij de beslissingen die tot de bevoegdheid van het bestuur behoren, mits hij dit bestuur daarover zo spoedig mogelijk verslag uitbrengt.

Art. 49. Bij grote stormvloed en teekens wanneer de polder in gevaar van overstroming verkeert, begeven de bestuursleden zich naar de bedreigde plaatsen en treffen er de nodige maatregelen, zich evenwel schikkend naar de onderrichtingen van de bevoegde ambtenaren van het Bestuur van Bruggen en Wegen.

HOOFDSTUK III. — *De ontvanger-griffier.*

Art. 50. De ontvanger-griffier wordt door de algemene vergadering benoemd.

Art. 51. Hij moet Belg en meerderjarig zijn. Zijn ambt neemt een einde op de leeftijd van 65 jaar, met dit voorbehoud dat hij de dienst verzekert tot de dag dat zijn opvolger de eed aflegt.

De algemene vergadering stelt zijn wedde vast, die door de bestendige deputatie moet goedgekeurd worden.

De bepalingen van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zijn evenwel op hem toepasselijk.

Art. 52. Hij legt ter vergadering van het bestuur de eed af in handen van de dijkgraaf.

Art. 53. Hij stort een borgsom, waarvan het bedrag door de algemene vergadering wordt vastgesteld.

Deze borgsom mag het bedrag van zijn jaarwedde niet overschrijden; zij wordt hem eerst terugbetaald na het neerleggen van zijn ambt en na goedkeuring, door de algemene vergadering, van zijn rekening van klerk tot meester.

Art. 54. Hij houdt zijn kantoor in de gemeente waar het polderbestuur zijn zetel heeft, of in een aangrenzende gemeente.

Art. 55. De ontvanger-griffier stelt de notulen op van de algemene vergaderingen en van de bestuursvergaderingen en ondertekent ze samen met de dijkgraaf.

Art. 56. Hij is verantwoordelijk voor de bewaring van de boeken, de stukken van comptabilité en beheer, alsook het archief van de polder.

Art. 57. Hij legt deze bescheiden voor op ieder verzoek van de dijkgraaf, van het bestuur, van de bestendige deputatie of van de gouverneur der provincie.

Gedurende vijftien dagen vóór elke algemene vergadering, kan ieder lid inzage nemen van de bescheiden betreffende de punten die aan de orde zijn. Wanneer de vaststelling van de begroting of het onderzoek van de rekeningen aan de orde is, ontvangt elk lid uiterlijk vijftien dagen vóór de algemene vergadering een afschrift van die bescheiden.

Van het archief van de polder kan inzage genomen worden door ieder die de toestemming van de dijkgraaf verkregen heeft.

Art. 58. Meent het bestuur dat een sanctie moet worden getroffen ten laste van de ontvanger-griffier, dan brengt het de zaak vóór de algemene vergadering. Deze hoort de belanghebbende. Zij kan hem voor één maand schorsen. Acht zij een strengere sanctie noodzakelijk, dan kan zij aan de bestendige deputatie de schorsing voor meer dan een maand of de afzetting voorstellen.

De gouverneur doet uitspraak over het voorstel van de bestendige deputatie.

Art. 59. Is de ontvanger-griffier geschorst of verhinderd zijn ambt te vervullen, dan voorziet het bestuur in zijn tijdelijke vervanging.

HOOFDSTUK IV. — *De dijk- en sluiswachters.*

Art. 60. De dijk- en sluiswachters worden door het bestuur benoemd, geschorst of uit hun ambt ontset.

Zij kunnen eveneens door de bestendige deputatie worden geschorst of uit hun ambt ontset, het polderbestuur gehoord.

Geen tuchtstraf wordt getroffen tenzij de belanghebbende vooraf gehoord is.

De bepalingen van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders zijn evenwel toepasselijk op de dijk- en sluiswachters.

Art. 61. Om dijk- of sluiswachter te zijn, moet men Belg zijn, meer dan 21 en minder dan 65 jaar oud.

Art. 62. De dijk- en sluiswachters leggen de eed af vóór de vrederechter van het kanton waarin de polder zijn zetel heeft.

Art. 63. Ils constatent, dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues par la présente loi, par les arrêtés pris en exécution de celle-ci et par le règlement de police du polder.

Dans les polders où il n'y a ni garde-digue ni éclusier, ce pouvoir de police appartient au receveur-greffier.

Art. 64. Ils peuvent être chargés de faire office de messager et de porteur de contrainte.

TITRE III. — DES IMPOTS POLDÉRIENS.

CHAPITRE I^e. — *De l'établissement de l'impôt.*

Art. 65. Tous les fonds compris dans la circonscription peuvent être frappés de l'impôt poldérien sur les bases et suivant les distinctions à établir par le règlement.

Celui-ci peut déterminer différemment la proportion d'intervention dans l'impôt poldérien des diverses catégories de fonds.

Dans la mesure où ils tirent un profit direct des travaux exécutés par le polder, les bâtiments érigés sur les fonds susvisés pourront également être frappés de l'impôt poldérien.

Le taux de l'impôt est fixé annuellement par l'assemblée générale.

Art. 66. Pour le paiement de l'impôt, des intérêts et des frais, le polder peut poursuivre solidairement les propriétaires, emphytéotes, superficiaries, usufruïtiers et titulaires d'un droit d'usage d'un même bien.

Tous les indivisiaires d'un bien sont aussi tenus solidairement.

Art. 67. Les héritiers et successeurs d'un débiteur décédé sont tenus solidairement de la dette.

CHAPITRE II. — *Du mode de recouvrement de l'impôt.*

Art. 68. Le rôle de l'impôt poldérien est arrêté chaque année par l'assemblée générale, suivant les règles établies par le règlement.

Il est rendu exécutoire par la députation permanente.

Un rôle supplémentaire peut être dressé par l'assemblée générale pour le prélevement d'impôts extraordinaires.

Les réclamations sont portées devant la députation permanente dans les trois mois de la réception de l'avertissement extrait du rôle, dans les formes, et les conditions prévues par la loi du 22 juin 1865, relative aux réclamations en matière de contributions directes.

Les décisions rendues sur ces réclamations, par la députation permanente, peuvent faire l'objet d'un pourvoi en cassation, suivant ce qui est prévu en l'article 4 de la loi du 22 janvier 1849.

Art. 69. L'impôt doit être payé dans les délais fixés par l'assemblée générale.

Le règlement prévoit le paiement d'un intérêt de retard.

Le receveur-greffier est responsable des impôts non recouvrés par sa faute dans les délais requis. En attendant leur recouvrement, il peut être contraint par la députation permanente d'en faire l'avance pour couvrir les dépenses du polder, sans pouvoir prétendre de ce chef à aucun intérêt.

Art. 70. Les impôts extraordinaires peuvent être répartis sur plusieurs exercices moyennant l'approbation de la députation permanente.

Art. 71. Le receveur-greffier use, pour le recouvrement de l'impôt, des intérêts et des frais, des modes établis pour le recouvrement, par l'Etat, des contributions directes.

Art. 72. Les frais de contrainte et d'exécution sont établis comme en matière de contributions directes.

CHAPITRE III. — *Des garanties pour le recouvrement de l'impôt.*

Art. 73. Les redevables de l'impôt poldérien sont tenus sur leurs biens immobiliers situés dans la circonscription du polder et sur tous leurs biens mobiliers.

Art. 74. Les impôts poldériens ordinaires et extraordinaires, les intérêts et les frais sont garantis par un privilège général sur les revenus et les biens meubles de toute nature du redevable et par une hypothèque légale grevant tous les biens de celui-ci situés dans la circonscription du polder et qui en sont susceptibles.

Art. 75. Le privilège prend rang immédiatement après celui établi en faveur du Trésor public pour le recouvrement des impôts directs, sans préjudice de l'article 13 de la loi du 5 juillet 1871 et de l'article 4 de la loi du 11 avril 1895.

Il s'exerce pendant deux ans à compter de la date de l'exécutoire du rôle.

La saisie des revenus ou des biens avant l'expiration de ce délai conserve le privilège jusqu'à leur réalisation.

Art. 63. In-processen-verbaal, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen, stellen zij de overtredingen vast omschreven bij deze wet, bij de ter uitvoering daarvan genomen besluiten en bij het politiereglement van de polder.

In de polders waar geen dijk- noch sluiswachter is, behoort die politiebevoegdheid aan de ontvanger-griffier.

Art. 64. Zij kunnen belast worden met de dienst van bode of dwangbeveldrager.

TITEL III. — DE POLDERBELASTINGEN.

HOOFDSTUK I. — *Het vestigen der belasting.*

Art. 65. Op al de erven binnen het poldergebied kan een polderbelasting worden geheven op de grondslagen en volgens het onderscheid te bepalen bij het reglement.

Dit reglement mag het aandeel in de polderbelasting differentieel onder de verschillende categorieën van erven vaststellen.

In de mate waarin zij rechtstreeks profijt trekken uit de werken van de polder, zullen de gebouwen opgericht op de bovenbedoelde erven eveneens aan de polderbelasting kunnen onderworpen worden.

De belastingvoet wordt jaarlijks door de algemene vergadering vastgesteld.

Art. 66. Voor de betaaling van de belasting, van de intresten en de kosten heeft de polder een hoofdelijke rechtsvordering tegen de eigenaars, erfopachters, opstalhouders, vruchtgebruikers en houders van een recht van gebruik van een zelfde goed.

De mede-eigenaars van een goed zijn ook hoofdelijk gehouden.

Art. 67. Erfgenamen en erfopvolgers van een overleden schuldeenaar zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de schuld.

HOOFDSTUK II. — *Wijze van invordering der belasting.*

Art. 68. Het kohier van de polderbelasting wordt elk jaar door de algemene vergadering opgemaakt en vastgesteld volgens de regelen bepaald door het reglement.

Het wordt door de bestendige deputatie uitvoerbaar verklaard.

Een aanvullend kohier kan door de algemene vergadering opgemaakt worden voor het heffen van buitengewone belastingen.

Bezwaren worden vóór de bestendige deputatie gebracht binnen drie maanden na ontvangst van het aanslagbiljet, in de vormen en onder de voorwaarden bepaald bij de wet van 22 Juni 1865 betreffende de bezwaren in zake directe belastingen.

Tegen de beslissingen over deze bezwaren door de bestendige deputatie getroffen, mag men zich in verbreking voorzien overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 der wet van 22 Januari 1849.

Art. 69. De belasting moet betaald zijn binnen de termijnen door de algemene vergadering vastgesteld.

Het reglement voorziet in de betaling van een verwijlintrest.

De ontvanger-griffier is verantwoordelijk voor de belastingen die door zijn schuld niet binnen de gestelde tijd zijn geïnd. In afwachting van de inning, kan hij door de bestendige deputatie gedwongen worden persoonlijk het bedrag voor te schieten om de uitgaven van de polder te dekken, zonder uit dien hoofde op enige intrest aanspraak te hebben.

Art. 70. Buitengewone belastingen kunnen over verscheidene dienstjaren verdeeld worden, met goedkeuring van de bestendige deputatie.

Art. 71. De ontvanger-griffier volgt, voor de invordering van de belastingen, van de intresten en de kosten, de regelen vastgesteld voor de invordering der directe belastingen door de Staat.

Art. 72. De kosten van dwangbevel en tenuitvoerlegging worden vastgesteld zoals in zake directe belastingen.

HOOFDSTUK III. — *Waarborgen voor de invordering der belasting.*

Art. 73. De schuldenaren van de polderbelasting staan in met hun in het poldergebied gelegen onroerende goederen en niet al hun roerende goederen.

Art. 74. De gewone en buitengewone polderbelastingen, de intresten en de kosten zijn gewaarborgd door een algemeen voorrecht op de inkomsten en op de roerende goederen van alle aard van de belastingplichtige en door een wettelijke hypothek op al de hem toebehorende goederen in het gebied van de polder gelegen en die daarvoor vatbaar zijn.

Art. 75. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na dat het welk ingesteld is ten voordele van de openbare Schatkist voor de invordering der directe belastingen, onverminderd artikel 13 van de wet van 5 Juli 1871 en artikel 4 van de wet van 11 April 1895.

Het wordt uitgeoefend gedurende twee jaar te rekenen van de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kolier.

Bij beslag op de inkomsten of goederen vóór het verstrijken van die termijn blijft het voorrecht behouden tot hun tegeldekmaking.

Est assimilée à la saisie, la demande du receveur-griffier, faite par pli recommandé à la poste, aux fermiers, locataires, receveurs, agents, économies, notaires, huissiers, greffiers, curateurs, représentants et autres dépositaires et débiteurs de revenus, sommes, valeurs ou meubles, de payer en l'acquit des redevables, sur le montant des fonds ou valeurs qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, jusqu'à concurrence de tout ou partie des impôts poldériens dus par ces derniers.

Ces demandes étiennent leurs effets aux créances conditionnelles ou à terme, quelle que soit l'époque de leur exigibilité.

Art. 76. § 1^e. L'hypothèque légale ne préjudice pas aux priviléges et hypothèques antérieures.

§ 2. Elle prend rang à partir de son inscription.

Hormis le cas où les droits du polder sont en péril, l'inscription ne peut être requise qu'à partir de l'expiration d'un délai de six mois, commençant à courir à la date de l'exécutoire du rôle comportant les impôts garantis.

§ 3. L'hypothèque est inscrite à la requête du receveur-griffier chargé du recouvrement.

L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours, sur présentation d'une copie certifiée conforme par le receveur-griffier de l'avertissement-extrait mentionnant la date de l'exécutoire du rôle.

§ 4. Sans préjudice de l'application de l'article 87 de la loi du 16 décembre 1851, l'inscription peut être requise pour une somme à arbitrer par le receveur-griffier, dans le bordereau, en représentation de tous les intérêts et accessoires qui pourraient être dus avant l'acquittement de l'impôt dû au polder.

§ 5. Le receveur-griffier donne mainlevée dans la forme administrative, sans qu'il soit tenu, vis-à-vis du conservateur des hypothèques, de fournir la justification du paiement des sommes dues.

§ 6. Si, avant d'avoir acquitté les sommes garanties par l'hypothèque légale, les intéressés désirent en affranchir tout ou partie des biens grevés, ils en font la demande au receveur-griffier. Cette demande est admise si le polder a déjà ou s'il lui est donné sûreté suffisante pour le montant de ce qui lui est dû.

§ 7. Les frais de formalités hypothécaires relatives à l'hypothèque légale sont à charge du contribuable.

CHAPITRE IV. — *Des prescriptions.*

Art. 77. Il y a prescription pour le recouvrement des impôts, des intérêts et des frais après deux ans à partir du 1^{er} janvier qui suit l'année pendant laquelle l'impôt doit être payé.

Art. 78. Sans préjudice du recours prévu à l'article 68, l'action en restitution de toute somme perçue indûment se prescrit de plein droit par deux ans, à compter du jour du paiement.

Art. 79. Le délai prévu aux articles 77 et 78 peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil et par une renonciation à la partie déjà courue du délai de prescription.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise deux ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

TITRE IV. — DES TRAVAUX A EXÉCUTER PAR LES POLDERS.

Art. 80. Les polders dressent annuellement un état des travaux à exécuter pendant l'année pour la construction, l'amélioration, l'entretien et la conservation des ouvrages de défense, d'assèchement ou d'irrigation et des chemins du polder.

Cet état comporte une estimation de la dépense et distingue, d'une part, les travaux de construction et d'amélioration et, d'autre part, les travaux d'entretien et de conservation.

Il est communiqué à la députation permanente et aux administrations communales intéressées, avant le 1^{er} février de l'année au cours de laquelle les travaux doivent être exécutés.

Art. 81. Les polders ne peuvent construire, supprimer ni modifier aucune digue, aucun fossé de garde ni aucun ouvrage d'art dans les digues qu'avec l'autorisation du Roi, donnée sur avis de la députation permanente et des administrations communales intéressées.

Il en est de même des travaux qui sont de nature à modifier le régime des eaux en dehors de la circonscription du polder.

Wordt met beslag gelijkgesteld het verzoek van de ontvanger-griffier bij ter post aangetekend schrijven gedaan aan de pachters, huurders, ontvangers, agenten, huismeesters, notarissen, deurwaarders, griffiers, curators, vertegenwoordigers en andere bewaarnemers en schuldnaars van de iukomsten, sommen, waarden of roerende goederen om, op het bedrag van de fondsen of waarden die zij verschuldigd zijn of die zich in hun handen bevinden, ter ontlasting van de belastingplichtigen, te betalen tot beloop van al of een deel van de door de laatstgenoemden aan de polder verschuldigde belastingen.

De uitwerking van dit verzoek strekt zich uit tot de voorwaardelijke schuldborderingen of die op termijn, onverschillig op welk tijdstip zij opeisbaar worden.

Art. 76. § 1. De wettelijke hypothek schaadt geenszins de vorige voorrechten en hypotheken.

§ 2. Zij neemt rang vanaf haar inschrijving.

Behalve wanneer de rechten van de polder in gevaar verkeren, mag de inschrijving slechts worden genomen vanaf het verstrijken van een termijn van zes maanden, ingaande op de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier waarin de gewaarborgde belastingen zijn opgenomen.

§ 3. De hypothek wordt ingeschreven op verzoek van de ontvanger-griffier belast met de invordering.

De inschrijving heeft plaats niettegenstaande verzet, betwisting of beroep, op voorlegging van een door de ontvanger-griffier voor echt verklaard afschrift van het aanslagbiljet, houdende vermelding van de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

§ 4. Onvermindert de toepassing van artikel 87 van de wet van 16 December 1851, kan de inschrijving worden gevorderd voor een door de ontvanger-griffier in het borderel te bepalen bedrag dat de intresten en toebehoren, die vóór de vereffening van de aan de polder verschuldigde belasting zouden kunnen verschuldigd zijn, vertegenwoordigt.

§ 5. De ontvanger-griffier verleent handlichting in de administratieve vorm, zonder dat hij tegenover de hypothekbewaarder gehouden is de betaling der verschuldigde sommen te verantwoorden.

§ 6. Zo de betrokkenen, alvorens de bedragen vereffend te hebben die door de wettelijke hypothek gewaarborgd zijn, wensen al of een deel van de bezwaarde goederen vrij te maken van hypothek, dienen zij daartoe een verzoek in bij de ontvanger-griffier. Dit verzoek wordt ingewilligd zo de polder reeds voldoende zekerheid bezit of zo deze hem wordt gegeven voor het bedrag van hetgeen hem verschuldigd is.

§ 7. De kosten der hypothecaire formaliteiten in verband met de wettelijke hypothek zijn ten laste van de belastingplichtige.

HOOFDSTUK IV. — *De verjaringen.*

Art. 77. Er is verjaring voor de invordering der belastingen, intresten en kosten na twee jaar te rekenen van de 1. Januari die volgt op het jaar waarin de belasting moet worden betaald.

Art. 78. Onvermindert het bij artikel 68 ingestelde beroep, vervalt de eis tot teruggave van elke ten onrechte geïnde som, van rechtswege, na twee jaar, te rekenen van de betaling.

Art. 79. De termijn bepaald in de artikelen 77 en 78 kan worden onderbroken op de wijze omschreven in artikelen 2244 en volgendenvan, het Burgerlijk Wetboek en door afstand te doen van het reeds verlopen gedeelte van de verjaringstermijn.

In geval van stuiting van de verjaring is een nieuwe verjaring, die op dezelfde wijze kan gestuit worden, verkregen twee jaar na de laatste akte of handeling waardoor de vorige verjaring werd gestuit, indien er geen geding aanhangig is bij het gerecht.

TITEL IV. — DE WERKEN DOOR DE POLDERS UIT TE VOEREN.

Art. 80. De polders maken jaarlijks een staat op van de werken die in de loop van het jaar moeten uitgevoerd worden voor het aanleggen, verbeteren, onderhouden en instandhouden van de verdedigings-, droogleggings- en bevoeiingswerken en van de wegen van de polder.

Deze staat bevat een raming van de uitgave en maakt een onderscheid tussen de aanleg- en verbeteringswerken enerzijds en de onderhouds- en instandhoudingswerken anderzijds.

Hij wordt vóór 1 Februari van het jaar waarin de werken moeten worden uitgevoerd, aan de bestendige deputatie en aan de belanghebbende gemeentebesturen overgelegd.

Art. 81. De polders mogen geen dijk, geen langsgracht, noch enig kunstwerk in de dijken aanleggen, doen verdwijnen of wijzigen, dan met toestemming van de Koning op advies van de bestendige deputatie en de belanghebbende gemeentebesturen.

Dit geldt eveneens voor de werken die het waterregime buiten het poldergebied kunnen wijzigen.

Art. 82. Les travaux de construction et d'amélioration non visés à l'article précédent ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une autorisation de la députation permanente et aux conditions qu'elle indique.

La députation permanente ne statue sur les requêtes introduites à ces fins qu'après avoir pris l'avis des administrations communales intéressées et du fonctionnaire compétent désigné par le Roi.

Ses décisions sont motivées.

Art. 83. Les polders peuvent, sans autorisation préalable, procéder à l'exécution de tous travaux dont le retard exposerait à danger ou préjudice, à charge d'en donner immédiatement avis à la députation permanente, aux administrations communales intéressées ainsi qu'aux fonctionnaires compétents désignés par le Roi.

Ces fonctionnaires peuvent ordonner provisoirement la suspension ou la modification des travaux en attendant une décision définitive du Roi ou de la députation permanente.

Les décisions prises par la députation permanente en vertu de cet article sont motivées.

Art. 84. Les décisions prises par la députation permanente en vertu des articles 82 et 83 peuvent être réformées par le Roi, soit d'office, soit sur le recours de la direction du polder ou du gouverneur de la province.

Le recours doit être introduit dans les quinze jours. Ce délai court à l'égard du gouverneur à partir de la date de la décision, et à l'égard de la direction du polder à partir de la notification.

La direction du polder forme son recours par requête au Roi, remise au gouverneur. Celui-ci lui en donne récépissé et transmet les pièces au Ministre compétent.

Art. 85. Les entreprises de travaux ou de fournitures, à exécuter pour le compte du polder, se font par adjudications publiques, sauf dérogation accordée par la députation permanente.

Pour les travaux d'entretien et de conservation, de même que pour les travaux dont le retard exposerait à danger ou préjudice, la direction adopte le mode d'exécution qui lui paraît le plus économique et le plus avantageux pour le polder.

Art. 86. Les membres de la direction ni le receveur-greffier ne peuvent, sous peine de destitution et sans préjudice des peines prévues à l'article 245 du Code pénal, prendre ou recevoir quelque intérêt que ce soit dans les fournitures et travaux intéressant le polder.

Art. 87. La réception des travaux et matériaux est faite sous la responsabilité de la direction.

Les procès-verbaux de réception sont joints à l'appui des mandats définitifs de paiement délivrés par le dijkgraaf.

Art. 88. Pour l'extraction de la terre et autres matériaux nécessaires aux travaux visés à l'article 83, le polder peut, moyennant une indemnité préalable et équitable aux propriétaires et exploitants intéressés, pratiquer des fouilles tant dans les schorres au droit de sa digue qu'à l'intérieur de sa circonscription.

Sans préjudice de l'article 83, le dijkgraaf, d'accord avec le fonctionnaire compétent désigné par le Roi, détermine l'emplacement et les dimensions de ces fouilles, de manière qu'elles ne puissent nuire à la conservation des ouvrages de défense.

TITRE V.

DES MESURES DE SURVEILLANCE ET DES TRAVAUX EXÉCUTÉS D'OFFICE.

Art. 89. Sans préjudice des obligations que lui impose l'article 40, c, la direction du polder est tenue de faire, dans le courant des mois de mars ou avril et de septembre de chaque année, la visite de tout le polder en présence d'un membre de la députation permanente ou du délégué de celui-ci, des fonctionnaires compétents désignés par le Roi ou de leur remplaçant ainsi que des délégués des administrations communales intéressées.

Les fonctionnaires qui assistent à ces visites en font rapport dans la quinzaine à la députation permanente. Copie de ce rapport est adressée au Ministre des Travaux publics, au Ministre de l'Agriculture, à la direction du polder ainsi qu'aux administrations communales intéressées.

Art. 90. Si, au vu de ces rapports, ou sur la constatation faite à quelque autre moment dans un rapport dressé par ces fonctionnaires et notifié par le gouverneur tant à la direction du polder qu'à la députation permanente, l'entretien ou la conservation des ouvrages de défense paraît négligé ou que des travaux extraordinaires paraissent nécessaires à la sauvegarde du polder, la députation permanente entend d'urgence la direction du polder en présence du fonctionnaire compétent et des délégués des administrations communales intéressées et elle fixe, le cas échéant, le délai dans lequel l'assemblée générale est tenue de décider l'exécution des travaux.

Art. 82. Aanleg- en verbeteringswerken niet bedoeld in het vorige artikel, mogen slechts uitgevoerd worden met toestemming van de bestendige deputatie en onder de door haar gestelde voorwaarden.

De bestendige deputatie beslist slechts over de aanvragen met dit doel ingediend, op advies van de belanghebbende gemeentebesturen en de door de Koning aangewezen bevoegde ambtenaren.
Haar beslissingen worden met redenen omkleed.

Art. 83. De polders mogen, zonder voorafgaande toestemming, alle werken uitvoeren die niet zonder gevaar of schade kunnen uitgesteld worden, mits onmiddellijk hiervan kennis te geven aan de bestendige deputatie, aan de belanghebbende gemeentebesturen en aan de door de Koning aangewezen bevoegde ambtenaren.

Deze ambtenaren mogen voorlopig de schorsing of de wijziging van de werken bevelen in afwachting van de eindbeslissing door de Koning of de bestendige deputatie.

De beslissingen door de bestendige deputatie, krachtens dit artikel getroffen, zijn met redenen omkleed.

Art. 84. De beslissingen door de bestendige deputatie getroffen krachtens de artikelen 82 en 83 kunnen door de Koning hervormd worden, hetzij ambtshalve, hetzij op beroep van het polderbestuur of van de gouverneur van de provincie.

Het beroep moet ingesteld worden binnen vijftien dagen. Deze termijn loopt ten aanzien van de gouverneur vanaf de datum der beslissing en ten aanzien van het polderbestuur vanaf de datum der betrekking.

Het beroep van het polderbestuur wordt gedaan bij middel van verzoekschrift aan de Koning, overhandigd aan de gouverneur. Deze geeft er ontvangstbewijs van en zendt de stukken door aan de bevoegde Minister.

Art. 85. Aannemingen van werken of leveringen, voor rekening van de polder, moeten geschieden bij openbare aanbesteding, behoudens afwijkingen door de bestendige deputatie toeestaan.

Werken van onderhoud en instandhouding, alsook werken die zonder gevaar of schade niet kunnen uitgesteld worden, laat het bestuur uitvoeren op de voor de polder goedkoopste en voordeiligste wijze.

Art. 86. De leden van het bestuur noch de ontvanger-griffier mogen, op straffe van afzetting en onverminderd de straffen gesteld bij artikel 245 van het Strafregisterboek, enig belang, welke het ook zij, nemen of aanvaarden in de leveringen en werken die de polder aangaan.

Art. 87. De oplevering van de werken en materialen geschieft onder de verantwoordelijkheid van het bestuur.

De processen-verbaal van oplevering worden, tot staving, gevoegd bij de definitieve betalingsmandaten uitgereikt door de dijkgraaf.

Art. 88. Om grond en ander materiaal uit te halen die nodig zijn voor de werken bedoeld in artikel 83, mag de polder, tegen een voorafgaande billijke vergoeding aan de betrokken eigenaars en exploitanten, uitgravingen doen zowel in de schorren rechtover de dijk als binnen zijn gebied.

Onverminderd het bij artikel 83 bepaalde, wijst de dijkgraaf, in overleg met de door de Koning aangewezen bevoegde ambtenaar, de plaats en de afmetingen aan van die uitgravingen derwijze dat ze geen schade kunnen doen aan het instandhouden van de verdedigingswerken.

TITEL V.

DE TOEZICHTSMAATREGELEN EN DE AMBTSHALVE UITGEVOERDE WERKEN.

Art. 89. Onverminderd de bij artikel 40, c, opgelegde verplichtingen, is het polderbestuur gehouden, ieder jaar, in de loop van de maand Maart of April en van de maand September, de gehele polder te schouwen in het bijzijn van een lid van de bestendige deputatie of zijn gemachtigde, van de door de Koning aangewezen bevoegde ambtenaren of hun plaatsvervanger en van de afgewaardigden van de belanghebbende gemeentebesturen.

De ambtenaren die deze schouwing bijwonen, doen hierover binnen vijftien dagen verslag aan de bestendige deputatie. Van dit verslag wordt een afschrift gezonden aan de Minister van Openbare Werken, de Minister van Landbouw, het polderbestuur en de belanghebbende gemeentebesturen.

Art. 90. Indien blijkt uit die verslagen, of uit de vaststelling op gelijk welk ander tijdstip gedaan in een verslag door de bevoegde ambtenaren opgesteld en door de gouverneur betrekend zowel aan het polderbestuur als aan de bestendige deputatie, dat het onderhoud of de instandhouding van de verdedigingswerken verwaarloosd is of dat buitengewone werken voor de vrijwaring van de polder noodzakelijk blijken, hoort de bestendige deputatie hoogdringend het polderbestuur in het bijzijn van de bevoegde ambtenaar en van de afgewaardigden der belanghebbende gemeentebesturen en stelt in voorkomend geval een termijn vast binnen welke de algemene vergadering tot de uitvoering van de werken moet beslissen.

Art. 91. Si le polder ne prend pas cette décision dans le délai fixé, la députation permanente peut prendre les mesures requises, au nom et pour compte du polder, par application de l'article 24.

La députation permanente peut aussi décréter d'office l'exécution des travaux. Dans ce cas, les avances de fonds nécessaires sont faites par l'Etat. La députation permanente ne peut prendre pareille décision que moyennant l'accord préalable du Ministre compétent, sauf s'il s'agit de travaux dont l'exécution ne pourrait être différée sans danger ou préjudice.

Art. 92. Tous les travaux sont exécutés sous le contrôle des fonctionnaires compétents désignés par le Roi.

Ces fonctionnaires assistent en outre à la réception des travaux autres que ceux d'entretien ou de conservation.

Art. 93. S'il parvient à la connaissance de la députation permanente qu'un polder exécute ou a exécuté quelque ouvrage sans les autorisations requises ou sans respecter les conditions imposées, et si l'ouvrage paraît nuisible aux intérêts généraux, provinciaux ou communaux ou à ceux d'un autre polder ou d'une wateringue, la députation permanente entend contradictoirement les administrations intéressées et les fonctionnaires compétents et ordonne, s'il y a lieu, la remise des choses en leur état précédent.

Si le polder n'exécute pas les ordres de la députation permanente, celle-ci peut procéder conformément à l'article 91.

Art. 94. Les décisions prises par la députation permanente en vertu des articles 90, 91 et 93 sont motivées.

Art. 95. Ces décisions peuvent être réformées par le Roi, soit d'office, soit sur le recours de la direction du polder ou du gouverneur de la province.

Le recours doit être introduit dans les quinze jours. Ce délai court à l'égard du gouverneur à partir de la date de la décision et à l'égard de la direction du polder à partir de la notification.

La direction du polder forme son recours par requête au Roi, renouée au gouverneur. Celui-ci lui en donne récépissé et transmet les pièces au Ministre compétent.

Art. 96. Le recours au Roi suspend les effets des décisions de la députation permanente.

Toutefois, le recours du polder n'aura pas d'effet suspensif si la députation permanente, en motivant spécialement sa décision sur ce point, en a ordonné l'exécution nonobstant le recours.

Dans ce cas, la charge éventuelle des restitutions incombe à l'Etat.

Art. 97. § 1^{er}. Pour le recouvrement de sa créance du chef des avances qu'il a faites, des intérêts et des frais, l'Etat a contre le polder une action civile.

Ces avances, intérêts et frais sont garantis par un privilège général sur les revenus et les biens meubles de toute nature du polder et par une hypothèque légale grevant tous les biens du polder qui en sont susceptibles.

§ 2. Le privilège prend rang immédiatement après celui qui est établi en faveur du Trésor public pour le recouvrement des impôts directs.

Il s'exerce à compter de l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article 98.

Ce privilège subsiste jusqu'à extinction complète de la créance de l'Etat.

La saisie des revenus ou des biens avant ce moment conserve le privilège jusqu'à leur réalisation.

Est assimilée à la saisie, la demande du Ministre ou du fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, faite par pli recommandé à la poste, aux fermiers, locataires, receveurs, agents, économies, notaires, huissiers, greffiers, curateurs, représentants et autres dépositaires et débiteurs de revenus, sommes, valeurs ou meubles, de payer en l'acquit du polder, sur le montant des fonds ou valeurs qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, jusqu'à concurrence de tout ou partie des sommes dues par le polder.

Ces demandes éteindront leurs effets aux créances conditionnelles ou à terme, quelle que soit l'époque de leur exigibilité.

§ 3. L'hypothèque légale ne préjudicie pas aux priviléges et hypothèques antérieurs.

Elle prend rang à partir de son inscription.

Art. 91. Neemt de polder deze beslissing niet binnen de gestelde termijn, dan kan de bestendige deputatie de nodige maatregelen treffen, in naam en voor rekening van de polder, bij toepassing van artikel 24.

De bestendige deputatie kan ook, ambtshalve, de uitvoering van de werken bevelen. In dit geval worden de nodige gedenken door de Staat voorgesloten. De bestendige deputatie mag een dergelijke beslissing slechts nemen met voorafgaande instemming van de bevoegde Minister, behalve indien het werken betreft waarvan de uitvoering niet zonder gevaar of schade kan worden uitgesteld.

Art. 92. Alle werken worden uitgevoerd onder het toezicht van de door de Koning aangewezen bevoegde ambtenaren.

Deze ambtenaren zijn bovendien aanwezig bij de oplevering van de werken, behoudens wanneer het onderhouds- of instandhoudingswerken betreft.

Art. 93. Wanneer de bestendige deputatie verneemt dat een polder zonder de vereiste vergunningen of zonder inachtneming van de gestelde voorwaarden enig werk uitvoert of heeft uitgevoerd, en wanneer dit werk schadelijk lijkt voor het algemeen belang, voor de belangen van provincie of gemeente of voor de belangen van een andere polder of watering, hoort zij op tegenspraak de betrokken besturen en de bevoegde ambtenaren en beveelt zij, zo nodig, dat de zaken in hun vorige staat worden hersteld.

Zo de polder nalaat de bevelen van de bestendige deputatie uit te voeren, mag deze te werk gaan overeenkomstig artikel 91.

Art. 94. De beslissingen door de bestendige deputatie krachtens de artikelen 90, 91 en 93 getroffen, zijn niet redenen omkleed.

Art. 95. Die beslissingen kunnen door de Koning hervormd worden, hetzij ambtshalve, hetzij op beroep van het polderbestuur of van de gouverneur van de provincie.

Dit beroep moet ingesteld worden binnen vijftien dagen. Deze termijn loopt ten aanzien van de gouverneur vanaf de datum van de beslissing en ten aanzien van het polderbestuur vanaf de datum van de betrekking.

Het beroep van het polderbestuur geschiedt bij verzoekschrift aan de Koning, overhandigd aan de gouverneur. Deze geeft er ontvangstbewijs van en zendt de stukken door aan de bevoegde Minister.

Art. 96. Beroep op de Koning schorst de uitvoering van de beslissingen der bestendige deputatie.

Evenwel heeft het beroep van de polder geen schorsende werking indien de bestendige deputatie heeft bevolen dat haar beslissing ondanks het beroep zal uitgevoerd worden en deze beslissing ter zake speciaal met redenen heeft omkleed.

In dat geval komt de eventuele terugval ten laste van de Staat.

Art. 97. § 1. Voor het invorderen van hetgeen hem verschuldigd is uit hoofde van de voorschotten die hij heeft verstrekt, van de intresten en van de kosten, beschikt de Staat tegen de polder over een burgerlijke rechtsvordering.

Deze voorschotten, intresten en kosten zijn gewaarborgd door een algemeen voorrecht op de inkomsten en de roerende goederen van alle aard van de polder en door een wettelijke hypothek op alle goederen van de polder die daarvoor vatbaar zijn.

§ 2. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na dat hetwelk ten behoeve van de Openbare Schatkist ingesteld is voor de invordering van de directe belastingen.

Het wordt uitgeoeind te rekenen van de dag waarop de in artikel 98 bedoelde termijn van drie maanden is verstrekken.

Dit voorrecht blijft bestaan totdat de schulden aan de Staat volledig is gedelgd.

Bij beslag op de inkomsten of goederen vóór dat tijdstip, blijft het voorrecht tot de tegeldeemaking van die inkomsten of goederen gehandhaafd.

Met beslag wordt gelijkgesteld het verzoek van de Minister of van de ambtenaar die hij daartoe machtigt, bij een ter post aangebrachte brief gedaan aan de pachters, huurders, ontvangers, agenten, huismeesters, notarissen, deurwaarders, griffiers, curators, vertegenwoordigers en andere bewaarnemers en schuldenaars van de inkomsten, sommen, waarden of roerende goederen om, op het bedrag van de fondsen of waarden die zij verschuldigd zijn of die zich in hun handen bevinden, ter onlasting van de polder te betalen tot het beloop van alle of van een deel der door de polder ver-schuldigde sommen.

De uitwerking van dit verzoek strekt zich uit tot de voorwaarde schuldborderingen of die op termijn, op welk tijdstip zij ook opeisbaar werden.

§ 3. De wettelijke hypothek schaadt geenszins de vroegere voorrechten en hypotheken.

Zij neemt rang vanaf haar inschrijving.

L'hypothèque est inscrite à la requête du Ministre ou du fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, sur présentation de deux bordereaux contenant, outre l'indication du Ministère et du polder intéressés, le montant pour lequel l'inscription est requise et l'indication spéciale de la nature et de la situation de chacun des immeubles sur lesquels portera l'hypothèque.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué donne mainlevée de l'hypothèque dans la forme administrative, sans qu'il soit tenu vis-à-vis du conservateur des hypothèques de fournir la justification du paiement des sommes dues.

Les frais de formalités hypothécaires sont à charge du polder.

Art. 98. Un délai est laissé au polder pour prendre les mesures requises en vue du paiement. Ce délai ne sera pas inférieur à trois mois à partir de la notification du décompte par la députation permanente.

Le Ministre des Finances peut, suivant les circonstances, autoriser le paiement par acomptes. Il peut également, si les circonstances le justifient et d'accord avec le Conseil des Ministres, accorder la remise d'une partie de la dette.

Art. 99. Si le polder n'a pas pris, dans le délai visé à l'article précédent, les mesures requises pour assurer, selon les modalités proposées, le paiement de la créance de l'Etat ou si, ultérieurement, le polder reste en défaut de satisfaire à ses engagements, l'Etat est en droit de poursuivre contre le polder le recouvrement de sa créance comme en matière domaniale.

Art. 100. Avant comme après l'introduction des poursuites, l'Etat est en droit de prendre, contre le polder, pour le recouvrement de sa créance, des mesures conservatoires, conformément aux règles applicables en matière civile.

Art. 101. Dans les cas prévus à l'article 99, l'Etat peut aussi, en vue du remboursement de sa créance, intervenir auprès du polder pour l'amener à établir des impositions poldériennes ordinaires ou extraordinaires.

Si le polder reste en défaut de décréter ces impôts, l'Etat peut charger la députation permanente de les faire établir par un commissaire spécial, conformément à l'article 24.

La rentrée de ces impôts, des intérêts et des frais est poursuivie par le receveur-greffier.

Le Ministre des Finances peut, au besoin, substituer pour la rentrée de ces impôts un receveur des domaines au receveur-greffier.

En ce cas, le receveur des domaines remplit toutes les formalités en lieu et place des autorités poldériennes. Il fait recette des sommes perçues en atténuation de la dette du polder.

Art. 102. Dans les limites des circonscriptions soumises au régime de la présente loi, le Roi peut prescrire toute mesure et décréter d'office tous les travaux que commande l'intérêt général. Pareils travaux sont exécutés par et aux frais de l'Etat.

Sur la proposition de l'assemblée générale du polder, le Roi peut, après avoir pris l'avis du conseil communal intéressé et de la députation permanente, décréter que les chemins situés dans la circonscription du polder seront transférés dans le domaine public de la commune pour faire partie de la voirie communale.

TITRE VI. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 103. Si la circonscription d'un polder s'étend sur le territoire de plus d'une province, le Roi désigne les autorités provinciales qui ont qualité pour intervenir en exécution de la présente loi.

Art. 104. La présente loi s'applique aux travaux à faire aux cours d'eau non navigables situés sur le territoire du polder.

La direction du polder pourra toutefois solliciter auprès de la députation permanente le bénéfice de la législation sur les cours d'eau non navigables en ce qui concerne la classification des cours d'eau situés sur son territoire et la répartition des frais pour travaux ordinaires et d'amélioration.

Art. 105. A l'égard des propriétés particulières sisées hors de leur circonscription, les directions poldériennes usent des servitudes prévues aux articles 15 à 21 du Code rural, suivant les règles édictées en ces mêmes dispositions.

De hypothek wordt ingeschreven op verzoek van de Minister of van de ambtenaar die hij daartoe machtigt, op overlegging van twee borderellen houdende, behalve vermelding van het betrokken Ministerie en de betrokken polder, opgave van het bedrag waarvoor de inschrijving wordt gevorderd en speciale aanduiding van de aard en de ligging van elk der onroerende goederen waarop de hypothek zal betrekking hebben.

De Minister of de gemachtigde ambtenaar verleent handliding in de administratieve vorm zonder dat hij, tegenover de hypothekbewaarder, gehouden is de betaling der verschuldigde sommen te verantwoorden.

De kosten van de hypothekformaliteiten zijn ten laste van de polder.

Art. 98. Aan de polder wordt een termijn toegestaan om de voor de betaling nodige maatregelen te nemen. Deze termijn mag niet minder bedragen dan drie maanden ingaande op het tijdstip waarop de bestendige deputatie van de afrekening kennis geeft.

De Minister van Financiën kan, naar omstandigheden, termijnbetaling toestaan. Ook kan hij, indien de omstandigheden zulks wettigen en met goedvinden van de Ministerraad, een deel van de schuld kwijtschelden.

Art. 99. Indien de polder, binnen de termijn in het vorige artikel gesteld, de nodige maatregelen niet heeft getroffen om, volgens de voorgestelde modaliteiten, de betaling te verzekeren van de schuldbetrekking van de Staat, of indien later de polder aan zijn verplichtingen te kort komt, heeft de Staat het recht de inniging van zijn schuldbetrekking tegen de polder te vervolgen zoals in domeinzaken.

Art. 100. Zowel vóór als na het instellen van de vervolgingen heeft de Staat het recht tegen de polder maatregelen van bewaring voor de inniging van zijn schuldbetrekking te nemen, overeenkomstig de rechtsregelen in burgerlijke zaken.

Art. 101. In gevallen als omschreven in artikel 99 mag de Staat ook, met het oog op de terugbetaling van zijn schuldbetrekking, bij de polder stappen doen om hem er toe te brengen gewone of buitengewone polderbelastingen in te voeren.

Blijft de polder in gebreke die belastingen in te voeren, dan kan de Staat de bestendige deputatie gelasten ze, overeenkomstig artikel 24, door een bijzondere commissaris te doen vestigen.

Het innen van deze belastingen, intresten en kosten wordt door de ontvanger-griffier vervolgd.

Zo nodig kan de Minister van Financiën voor het innen van die belastingen een ontvanger der domeinen in de plaats stellen van de ontvanger-griffier.

In dat geval vervult de ontvanger der domeinen alle formaliteiten in de plaats van de overheden van de polder. Hij boekt de geïnde bedragen als ontvangen ter aflossing van de schuld van de polder.

Art. 102. Binnen de grenzen van de gebieden die onder de gelding van deze wet vallen, kan de Koning elke maatregel voorschrijven en van ambtswege alle werken bevelen die voor het algemeen belang vereist zijn. Zulke werken worden door de Staat en op zijn kosten uitgevoerd.

Op voorstel van de algemene vergadering van de polder kan de Koning, na het advies van de betrokken gemeenteraad en van de bestendige deputatie te hebben ingewonnen, verordenen dat de wegen in het gebied van de polder naar het openbaar domein van de gemeente zullen overgebracht worden om van de gemeente-wegen deel uit te maken.

TITEL VI. — VERSCHILLENDEN BEPALINGEN.

Art. 103. Indien het poldergebied zich uitstrekt over het grondgebied van meer dan één provincie, wijst de Koning de provinciale overheden aan, die bevoegd zijn om ter uitvoering van deze wet op te treden.

Art. 104. Deze wet is van toepassing op de werken die uitgevoerd worden op onbevaarbare waterlopen gelegen op het grondgebied van de polder.

Het bestuur van de polder mag evenwel aan de bestendige deputatie vragen het voordeel van de wegevinding op de onbevaarbare waterlopen te bekomen wat betreft de rangschikking van de op haar grondgebied gelegen waterlopen en de kostenverdeling voor gewone en verbeteringswerken.

Art. 105. Ten opzichte van de particuliere eigendommen die buiten hun gebied gelegen zijn, maken de polderbesturen gebruik van de eridienstaarden omschreven bij de artikelen 15 tot 21 van het Veldwetboek, volgens de bij die bepalingen gestelde regelen.

Art. 106. A l'égard des propriétés faisant partie de leur circonscription, les directions poldériennes décident de la nécessité d'user de ces servitudes et l'autorité judiciaire déterminée à l'article 21 du Code rural n'est appelée à statuer que sur le montant des indemnités dues.

Art. 107. Si un polder se trouve dans la nécessité d'user du domaine d'un autre polder ou d'une wateringue aux fins prévues par les articles 15 à 21 du Code rural, les arrangements qui interviennent à cet égard sont soumis à l'approbation de la députation permanente.

En cas de désaccord entre les administrations intéressées, la députation permanente statue, tant sur la nécessité des mesures envisagées que sur les conditions de leur exécution, y compris les indemnités.

Art. 108. Si un polder estime nécessaire à sa propre sauvegarde d'exhausser ou de renforcer une digue administrée par un polder voisin, il peut demander à la députation permanente l'administration de cette digue avec les charges y afférentes, sous réserve, toutefois, pour le polder au domaine duquel la digue ressortit, de demander, quant à celle-ci, un régime d'administration et de frais en commun.

Si la députation permanente agrée cette demande, elle fixe les conditions auxquelles ces modifications sont subordonnées et elle établit, le cas échéant, le règlement d'administration et de charges communes sous réserve de l'approbation du Roi.

Art. 109. Lorsqu'une marée ou une crue extraordinaire accompagnée de circonstances qui peuvent amener une rupture ou le débordement de la digue l'exige, toutes les personnes âgées de 18 ans et plus, habitant le polder ou la commune sur le territoire duquel s'étend le polder, seront tenues de répondre à la réquisition du bourgmestre, faite sur la requête du dijkgraaf, à l'effet de concourir aux travaux de défense.

Le refus d'obéir à cet appel et l'excitation à l'insubordination seront punis d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende d'un franc à 25 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 110. Après avoir épousé les ressources en matériaux disponibles pour prévenir une rupture ou un débordement, le bourgmestre peut, sur requête du dijkgraaf et sauf indemnité à fixer ultérieurement, requérir tout ce qui existe en piquets, fascines et paille dans les environs de la digue.

Art. 111. Le Roi est autorisé à faire un règlement général de police des polders.

Les infractions aux dispositions de ce règlement seront punies d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende d'un franc à 25 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 112. Le Roi est autorisé à déroger aux dispositions de la présente loi en faveur des polders dont le territoire s'étend en partie sur un pays limitrophe.

TITRE VII. — DISPOSITIONS FINALES.

Art. 113. La limite d'âge de 65 ans, prévue pour les receveurs-greffiers et pour les gardes-digues et éclusiers peut, dans des cas exceptionnels et dûment motivés, être portée à 70 ans au maximum, par décision du Ministre de l'Agriculture, pour les agents en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cette décision est prise sur proposition de l'assemblée générale ou de la direction, suivant le cas, et sur avis du gouverneur de la province.

Art. 114. § 1^{er}. Sont abrogés :

1^o Les articles 5 à 12 et 29 à 42 du décret impérial du 11 janvier 1811 contenant règlement sur l'administration et l'entretien des polders;

2^o Le décret impérial du 28 décembre 1811, contenant règlement d'administration publique pour les polders du département de l'Escaut;

3^o L'arrêté royal du 21 mars 1818 contenant des dispositions relatives à la direction et surveillance des travaux de défense à la mer et aux rivières, et qui met cette surveillance dans les attributions du Waterstaat;

4^o L'arrêté royal du 22 mai 1819 concernant la direction et la surveillance des travaux de défense contre les eaux de la mer ou des rivières;

5^o L'arrêté royal du 17 décembre 1819 qui remet aux provinces la direction des travaux publics, en tant qu'il concerne les polders;

Art. 106. Ten opzicht van de eigendommen die deel uitmaken van hun gebied, besissen de polderbesturen over de noodzaakheid gebruik te maken van deze erfdienvaarheden, en de rechterlijke overheid, aangewezen in artikel 21 van het Veldwetboek, is slechts bevoegd uitspraak te doen over het bedrag der verschuldigde vergoedingen.

Art. 107. Wanneer een polder verplicht is gebruik te maken van het domein van een andere polder of van een watering voor doeleinden als omschreven bij de artikelen 15 tot 21 van het Veldwetboek, worden de ter zake getroffen overeenkomsten aan de goedkeuring van de bestendige deputatie onderworpen.

Bij verschil van mening tussen de betrokken besturen doet de bestendige deputatie uitspraak, zowel over de noodzaak van de overwogen maatregelen als over de voorwaarden van uitvoering, daarin begrepen de vergoedingen.

Art. 108. Wanneer een polder het voor zijn eigen vrijwaring nodig acht een dijk beheerd door een naburige polder te doen ophogen of versterken, kan hij de bestendige deputatie verzoeken om deze dijk te mogen beheren met de daaraan verbonden lasten, onder voorbehoud evenwel dat de polder, tot wiens domein de dijk behoort, voor deze een gemeenschappelijke regeling van beheer en kosten kan verlangen.

Gaat de bestendige deputatie op dit verzoek in, dan bepaalt zij de voorwaarden waarvan deze wijzigingen afhankelijk zijn en stelt het reglement van gemeenschappelijk beheer en lasten op, onder voorbehoud van 's Konings goedkeuring.

Art. 109. Wanneer zulks nodig is ingevolge een vloed of een buitengewoon hoge tijd, onder omstandigheden die tot een doorbraak of overloop van de dijk kunnen leiden, zijn al de personen van 18 jaar en ouder, die wonen in de polder of in de gemeente waarover de polder zich uitstrekkt, verplicht gevolg te geven aan de opeisning van de burgemeester, gedaan op verzoek van de dijkgraaf, om aan de verdedigingswerken deel te nemen.

Weigering om aan deze oproep gehoor te geven en aansporing tot wederspannigheid worden gestraft met gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen en met geldboete van één frank tot 25 frank, of met een van die straffen alleen.

Art. 110. Na al de beschikbare materialen ter voorkoming van doorbraak of overloop te hebben gebruikt, kan de burgemeester, op verzoek van de dijkgraaf en behoudens een later vast te stellen vergoeding, alles wat aan staken, rijsbossen en stro in de omgeving van de dijk vorhanden is, opeisen.

Art. 111. De Koning is bevoegd een algemeen politiereglement van de polders op te maken.

Overtreding van het bepaalde in dat reglement wordt gestraft met gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen en met geldboete van één frank tot 25 frank, of niet een van die straffen alleen.

Art. 112. De Koning kan van de bepalingen van deze wet afwijken ten behoeve van polders waarvan het gebied zich gedeeltelijk over een naburig land uitstrekkt.

TITEL VII. — SLOTEEPALINGEN.

Art. 113. De leeftijdsbegrenzing van 65 jaar, bepaald voor de ontvangers-griffiers en voor de dijk- en sluiswachters kan, bij beslissing van de Minister van Landbouw, in uitzonderlijke en behoorlijk gemotiveerde gevallen, op ten hoogste 70 jaar gebracht worden voor de beambten die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Deze beslissing wordt getroffen op voorstel van de algemene vergadering of van het bestuur, al naar het geval, en op advies van de gouverneur van de provincie.

Art. 114. § 1. Worden opgeheven :

1^o De artikelen 5 tot 12 en 29 tot 42 van het keizerlijk decreet van 11 Januari 1811 houdende reglement op het bestuur en het onderhoud van de polders;

2^o Het keizerlijk decreet van 28 December 1811 houdende reglement van algemeen bestuur voor de polders van het Schelde-departement;

3^o Het koninklijk besluit van 21 Maart 1818 houdende bepalingen betreffende het bestuur van en het toezicht op de verdedigingswerken langs de zee en de rivieren, en waarbij dit toezicht gesteld wordt in de bevoegdheden van de Waterstaat;

4^o Het koninklijk besluit van 22 Mei 1819 betreffende het bestuur van en het toezicht op de verdedigingswerken tegen het water van de zee en van de rivieren;

5^o Het koninklijk besluit van 17 December 1819 waarbij het bestuur van de Openbare Werken opnieuw aan de provincie wordt opgedragen, voor zover het op de polders betrekking heeft;

6° L'arrêté royal du 23 août 1831 relatif à la nomination des membres des directions des polders;

7° La loi du 5 mai 1898 relative à l'administration des polders;

8° L'arrêté royal du 12 mars 1934 modifiant l'article 20 du décret impérial du 28 décembre 1811 précité;

9° L'article 19 de la loi du 15 mars 1950 modifiant la législation relative aux cours d'eau non navigables, en ce qui concerne les polders.

§ 2. Seront abrogés à la date de l'entrée en vigueur du règlement général de police prévu à l'article 111 :

1° Le décret impérial du 16 décembre 1811 contenant règlement de police des polders dans les départements de l'Escaut, des bouches de l'Escaut, de la Lys et des deux Néthes;

2° L'arrêté royal du 19 août 1823 contenant des dispositions relatives au mode de diriger des poursuites contre ceux qui commettent des vols de matériaux à l'usage des digues;

3° L'article 138, 5°, du Code d'instruction criminelle, modifié par l'arrêté royal n° 252 du 8 mars 1936.

Art. 115. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1957.

6° Het koninklijk besluit van 23 Augustus 1831 betreffende de benoeming van de bestuursleden van de polders;

7° De wet van 5 Mei 1898 betreffende het beheer der polders;

8° Het koninklijk besluit van 12 Maart 1934 tot wijziging van artikel 20 van voornoemd keizerlijk decreet van 28 December 1811;

9° Artikel 19 van de wet van 15 Maart 1950 tot wijziging van de wetgeving betreffende de onbevaarbare waterlopen, wat de polders betreft.

§ 2. Op de datum van inwerkingtreding van het algemeen politiereglement, waarin artikel 111 voorziet, worden opgeheven :

1° Het keizerlijk decreet van 16 December 1811 houdende het politiereglement van de polders in de departementen van de Schelde, van de Scheldemondingen, van de Leie en van de twee Netes;

2° Het koninklijk besluit van 19 Augustus 1823 houdende bepalingen betreffende de wijze om vervolgingen in te stellen tegen degene die diefstallen van materialen ten gerieve van de dijken plegen;

3° Artikel 138, 5°, van het Wetboek van strafvordering, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 252 van 8 Maart 1936.

Art. 115. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, 3 Juni 1957.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

R. LEFEBVRE.

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,

Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction,

G. VANAUDENHOVE.

De Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw,

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

✓ JUIN 1957. — Loi complétant la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1°. Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues :

1° A l'article 4, premier alinéa, les mots : « ... à partir de la publication de la présente loi... », sont remplacés par les mots : « ... à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi ».

2° L'article 13 est abrogé.

3° L'article 15 est complété par un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Chaque membre de l'assemblée générale ne dispose qu'e d'une seule voix. »

4° L'article 18, deuxième alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Un mandataire ne peut être porteur que d'une seule procuration. »

5° A l'article 26, b, les mots : « de plus de neuf ans » sont supprimés.

6° a) A la fin du premier alinéa de l'article 28, les mots : « aux intérêts généraux ou provinciaux ou à ceux d'une autre institution ou établissement publics » sont remplacés par les mots : « aux intérêts généraux ou à ceux d'une autre administration ou d'une autre institution ou établissement publics ».

3 JUNI 1957. — Wet tot aanvulling van de wet van 5 Juli 1956 betreffende de wateringen (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de wet van 5 Juli 1956 betreffende de wateringen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 4, eerste lid, worden de woorden : « ... te rekenen van de bekendmaking van deze wet... » vervangen door de woorden : « ... te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet... ».

2° Artikel 13 wordt opgeheven.

3° Artikel 15 wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Elk lid van de algemene vergadering beschikt slechts over één stem. »

4° Artikel 18, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Een gevoldmachtigde kan slechts drager zijn van één volmacht. »

5° In artikel 26, b, worden de woorden : « van meer dan negen jaar » geschrapt.

6° a) In fine van het eerste lid van artikel 28 worden de woorden : « met algemene of provinciale belangen of met die van een andere openbare instelling of inrichting » vervangen door de woorden : « met algemene belangen of met die van een ander bestuur, openbare instelling of inrichting ».

(1) Session 1956-1957.

SENAT.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 122, du 6 février 1957. — Rapport, n° 208, du 21 mars 1957. — Amendement, n° 242, du 9 avril 1957.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 1957.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 715-1. — Rapport, n° 715-2, du 8 mai 1957.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 23 mai 1957.

(1) Zittijd 1956-1957.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, n° 122, van 6 Februari 1957. — Verslag, n° 208, van 21 Maart 1957. — Amendement, n° 242, van 9 April 1957.

Parlementaire Handelingen. — Besprekking en aanneming. Vergadering van 10 April 1957.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp door de Senaat overgemaakt, n° 715-1. — Verslag, n° 715-2, van 8 Mei 1957.

Parlementaire Handelingen. — Besprekking en aanneming. Vergadering van 23 Mei 1957.